LES PRINCIPES DU DROIT RURAL POLONAIS

Andrzej Stelmachowski

I

Le droit rural, comme toute autre branche du droit, est un instrument d'application de la politique de l'État, en l'espèce de la politique agraire.

Cette politique doit, bien entendu, tenir compte des réalités du système agraire existant. Ce système englobe aussi bien les rapports de propriété à la campagne que les formes d'organisation de la production agricole et, enfin, les formes du lien économique entre la ville et la campagne.

En Pologne, le système agraire possède des traits spécifiques. En effet, sur les propriétés caractéristiques à tous les pays socialistes, se greffent les traits spécifiques propres à la Pologne.

Ainsi les rapports de propriété se caractérisent par la propriété individuelle qui est toujours prépondérante (elle couvre 84,5% des terres agricoles), tandis que la propriété de l'État augmente progressivement (13,8% des terres) et la propriété coopérative demeure peu développée (les coopératives agricoles de production ne représentent que 1,2% des terres)¹. Aussi l'agriculture polonaise n'est-elle pas collectivisée. Qui plus est, les essais de collectivisation accélérée dans les années cinquante étaient restés sans effet et ont finalement échoué, en 1956 (environ 80% des coopératives se sont dissoutes à cette époque). La propriété individuelle se caractérise par une différenciation poussée et par un important morcellement. L'inégalité dans le développement des différentes régions a laissé des traces dans la structure agraire et se traduit par des différences notables dans la culture agricole.

En ce qui concerne les formes d'organisation de la production agricole, on peut en distinguer deux groupes: a) les formes d'organisation des unités exerçant une activité productrice directe (exploita-

¹ «Rocznik Statystyczny», 1969, p. 222.

lions agricoles d'État, coopératives agricoles de production, etc.) et b) les formes d'organisation des unités participant au processus de production.

Dans ce dernier groupe, à côté des coopératives d'approvisionnement et d'écoulement, des coopératives de crédit, des coopératives laitières ou horticoles, des centres d'État de machines agricoles, etc., on trouve les cercles agricoles, organisations particulièrement caractéristiques à l'agriculture polonaise. Ce sont des associations groupant des agriculteurs individuels et d'autres habitants de la campagne qui y exercent leur activité professionnelle (agronomes, instituteurs, etc.). Ces associations poursuivent des buts très variés, mais de la façon la plus générale on peut dire qu'elles visent, d'une part, à relever le niveau de la production agricole et, d'autre part, à promouvoir la vie culturelle à la campagne. Leur activité dans le domaine culturel et éducatif comporte également des services dans le domaine de la production, d'une vaste portée. Il suffit de dire qu'elles disposent actuellement d'environ 42% de tous les tracteurs utilisés dans l'agriculture. Les associations bénéficient des fonds spéciaux d'État, destinés principalement au machinisme agricole. Nous voyons que malgré la propriété individuelle de la terre, plusieurs moyens de production sont concentrés dans des organisations socialisées au service de l'agriculture.

En ce qui concerne le lien économique entre la ville et la campagne, il faut souligner que la presque totalité de l'appareil d'approvisionnement et d'écoulement est socialisée (ce sont surtout des coopératives). L'achat des produits agricoles à la production se fait suivant les procédés organisés par l'État, respectant ici la règle de la planification. Les formes utilisées à cet égard sont: a) les livraisons obligatoires, b) les fournitures contractées, c) l'achat d'excédents au marché libre.

Les livraisons obligatoires ressemblent à un impôt en nature et représentent une forme laissée par la période écoulée. Leur importance économique diminue progressivement. L'importance décisive revient aux fournitures contractées, qui constituent un instrument à l'aide duquel l'État fait participer les exploitations paysannes au système de l'économie rurale nationale — sur la base de l'entière liberté et de la mise en oeuvre des stimulants économiques. Du point de vue juridique formel le contrat de fournitures consiste en ce que le producteur agricole s'oblige à produire dans son exploitation (souvent d'une manière déterminée) des articles agricoles déterminés et à les fournir dans un délai déterminé, tandis que l'unité contractante (qui est toujours une unité de l'économie socialisée) s'oblige à prendre la

livraison de ces articles, à payer le prix et à fournir une assistance agro- ou zootechnique (art. 613 du Code civil). Du point de vue économique il s'agit donc d'une forme du travail investi. L'aspect positif de ce procédé consiste en ce qu'il facilite la concentration, la régionalisation et la spécialisation de la production, ainsi qu'une meilleure adaptation de celle-ci aux besoins du marché. Autrement dit, il permet de commercialiser progressivement la production agricole. C'est ce qui explique sans doute l'immense développement de ce procédé. L'achat d'excédents au marché libre disparaît peu à peu comme étant moins rentable et il se maintient principalement sur le marché des fruits et légumes.

A propos de ces traits spécifiques du système agraire polonais il convient de mentionner l'élément dynamique que représente l'orientation fondamentale de la politique agraire de l'État. De la manière la plus générale cette orientation se propose les deux buts suivants: la production agricole optimale et l'accroissement simultané des éléments de l'économie socialisée. Ainsi les exploitations agricoles individuelles sont soutenues aussi longtemps qu'elles ont un bon rendement et donnent une production suffisamment élevée. En cas de difficultés temporaires on accorde à ces exploitations une assistance qui va parfois très loin. En revanche, lorsqu'elles périclitent sans perspectives d'amélioration, on procède à leur liquidation et elles deviennent propriétés de l'État. Les unités socialisées sont renforcées et développées, la priorité étant accordée à cet égard aux exploitations d'État.

Il est évident que cette orientation de la politique agraire de l'État, envisagée du côté purement pratique, doit s'inscrire dans les lois de développement des pays du type socialiste. Ainsi, dans ces pays, on pose le principe du développement optimal de la production agricole, avec élimination simultanée de la possibilité de l'exploitation de l'homme. Ce principe demande à être précisé.

Lorsque nous parlons du développement optimal de la production agricole nous envisageons une situation où les besoins de la société seraient pleinement satisfaits. Par conséquent, la notion du profit ne joue pas ici un rôle essentiel, contrairement à l'économie capitaliste, ce qui explique l'absence des «crises de surproduction» comme phénomène de structure.

En ce qui concerne l'élimination de la possibilité même de l'exploitation de l'homme, on estime que la propriété privée porte toujours en elle le danger d'appropriation individuelle des produits de la nature au détriment d'autres individus, en particulier dans un système fondé sur le travail salarié.

Dans la situation cependant où l'appareil du pouvoir de l'État se trouve entre les mains des classes laborieuses, le danger d'une telle exploitation a sensiblement diminué en raison de l'activité du contrôle d'État. En conséquence, la nationalisation des terres n'est pas une question urgente. En Pologne, le maintien dans une large mesure de la propriété individuelle a, en outre, été déterminé par d'autres causes de nature historique, psychologique et économique. Il ne faut pas oublier que pendant une longue période d'inexistence de l'État polonais, la lutte pour la terre contre la colonisation étrangère était un acte patriotique, exalté par la littérature, que cette lutte fit naître un attachement particulier du paysan à la terre, attachement approuvé sur le plan social. De plus, à l'époque des essais de collectivisation accélérée entre 1948 et 1956, des erreurs ont été commises qui suscitaient l'opposition et ont fait naître des complexes profondément enracinés dans la mentalité du paysan. Enfin, la forte poussée démographique, qui s'est manifestée dans les années d'après-guerre, exerça une forte pression sur le marché du travail. Il était à craindre que l'industrie ne fût pas en mesure d'absorber la vague croissante de la population rurale et, d'autre part, il n'était pas douteux que le développement des coopératives agricoles de production aurait nécessairement libéré une main-d'oeuvre importante à la campagne.

Les choses peuvent, bien entendu, changer nettement à l'avenir. La forte baisse de la natalité (8 p. mille en 1968 contre 19 p. mille en 1956) aboutira, vers 1980 probablement, à un déficit de main-d'oeuvre, tandis que le développement rapide de l'industrie peut créer des conditions économiques favorisant l'accélération de la transformation socialiste de l'agriculture.

II

Tous les éléments susmentionnés déterminent la forme du droit rural polonais. Ainsi son objet est plus étendu que dans les autres pays socialistes. Puisque les coopératives de production sont encore à l'état embryonnaire, on n'était pas fondé à créer une branche du droit qui correspondrait, par exemple, au droit kolkhosien soviétique. Les problèmes juridiques de la propriété rurale essentiellement individuelle devaient occuper une place prépondérante. D'un autre côté il fallait faire rentrer sous l'empire du droit rural toutes les formes d'organisation tendant à un développement rationnel de la production agricole, ce qui concernait aussi bien les exploitations d'État que les différentes associations agricoles (tant les coopératives que les

cercles agricoles). On ne pouvait pas ne pas tenir compte du commerce de produits agricoles, puisque, ses formes juridiques traduisent le mieux le lien économique entre la ville et la campagne. Il fallait enfin tenir compte d'une vaste gamme d'instruments à caractère souvent technique, ayant pour objet l'amélioration de la productivité dans l'agriculture (assainissement, électrification, dispositions spéciales concernant les semences et l'élevage).

Cet exposé descriptif de l'objet du droit rural ne semble pas suffisant. Tout d'abord il nous faut attirer l'attention sur les critères distinctifs de ce droit par rapport aux autres branches du droit, et en particulier par rapport au droit civil. Il nous semble que dans le droit rural il faut classer toutes les règles au moyen desquelles les rapports sociaux dans l'agriculture sont régis par l'État d'une manière spécifique, à savoir sous l'angle de l'intérêt social général (intérêt socio-économique). Si le droit règle certains rapports surtout du point de vue des intérêts des parties, en cherchant à équilibrer les droits et obligations réciproques (en prenant, bien entendu, toujours en considération l'intérêt général qui, cependant, n'est pas envisagé comme un élément de premier plan), nous sommes en présence d'un rapport de droit civil qui reste en dehors du champ d'application du droit rural. En effet, le droit rural reflète bien plus sensiblement la fonction planificatrice et réglementaire de l'État.

D'une façon globale on pourrait donc définir le droit rural comme un ensemble des règles régissant les rapports sociaux dans l'agriculture du point de vue de l'intérêt socio-économique. Ce droit forme un cadre organisationnel pour le système agraire (dans le sens précité) et assure le développement (la transformation) de ce système conformément à la politique agraire de l'État.

III

Il est évident qu'à défaut de place nous ne sommes pas en mesure d'exposer le droit rural polonais dans son ensemble. C'est pourquoi nous nous sommes bornés à présenter quelques-unes de ses institutions que nous estimons particulièrement caractéristiques et actuelles. Elles font l'objet des articles qui suivent. Nous aimerions mentionner ici deux questions qui n'ont pas pu être exposées ailleurs et qui méritent d'être mises en relief.

La première de ces questions se rattache aux efforts de l'État tendant à établir une structure agraire souhaitable. De nos jours, l'importance primordiale revient à la législation concernant les actes de translation portant sur la terre et, en premier lieu, la succession des

exploitations agricoles. Plusieurs solutions originales ont été adoptées en cette matière et — l'expérience le prouve — ces solutions peuvent exercer une influence considérable sur les rapports de propriété à la campagne. Une importance qui n'est pas moindre représente la législation en matière de remembrement et d'échange des terres, législation largement appliquée dans le cadre d'une action spéciale qui se déroule sur une grande échelle. Enfin, un rôle considérable est joué par une législation constamment perfectionnée tendant, d'une part, à éliminer l'existence des exploitations qui périclitent ou sont faibles et, d'autre part, à résoudre les problèmes sociaux tels que les pensions et les conditions d'existence des personnes âgées à la campagne (ce problème gagne en importance avec le vieillissement progressif de la population rurale).

Tous ces moyens d'action apparaissent simultanément. Il convient cependant de mentionner une législation qui, aujourd'hui, n'a plus qu'une valeur historique, mais qui en son temps a exercé une énorme influence sur l'aspect actuel de la campagne. Il s'agit de la réforme agraire de 1944² et du peuplement des territoires occidentaux (qui faisaient précédemment partie du territoire allemand et à l'issue de la guerre ont été recouverts à l'État polonais).

La réforme agraire avait un caractère radical et, à côté des buts économiques, elle réalisait les buts politiques qui, à l'époque, étaient même plus importants. Elle visait la liquidation des reliquats du féodalisme en Pologne et la suppression de la classe des grands propriétaires fonciers. Toutes les grandes propriétés dépassant une limite déterminée étaient expropriées en totalité par l'État (sans laisser aucune portion à l'ancien propriétaire). Le propriétaire était tenu de quitter en trois jours l'arrondissement dans lequel sa propriété était située. Il ne recevait aucune indemnité, mais pouvait obtenir dans un autre arrondissement une parcelle d'une superficie égale à celle accordée aux paysans bénéficiant de la réforme ou bien une pension correspondant au traitement moyen d'un fonctionnaire.

La limite de la superficie d'une propriété individuelle, déterminée en 1944, reste sans changement jusqu'à l'heure actuelle. Dans la Pologne centrale et méridionale elle est de 50 ha des terres cultivées et au maximum 100 ha de superficie totale (y compris les forêts, les eaux, les terres incultes, etc). Dans la partie occidentale du pays cette limite est de 100 ha, sans égard au genre des terres cultivées (ce qui s'explique par les différences dans la structure agraire).

²Décret du 6 septembre 1944 sur la réforme agraire (Dziennik Ustaw [Journal des Lois, par suite J. des L.] de 1945, n° 3, texte 13).

Les parcelles conférées en propriété aux paysans avaient, en moyenne, une superficie de 5 ha (dans la partie orientale du pays ces parcelles étaient moins importantes, tandis que dans la partie occidentale elles étaient un peu plus importantes). Les bénéficiaires versaient en contre-partie l'équivalent d'une récolte annuelle (en moyenne l'équivalent de 15 quintaux de blé par 1 ha).

Le peuplement intéressait les territoires récupérés après la Seconde Guerre mondiale. La législation applicable était un peu différente (les différences essentielles portaient sur la procédure). Les dérogations les plus sensibles à la réforme agraire, déterminantes pour la structure agraire, consistaient à créer des exploitations plus étendues. La limite de la superficie de ces exploitations, conformément au décret du 6 septembre 1946 sur le peuplement³, était de 15 ha et de 20 ha s'il s'agit d'exploitations d'élevage.

La réforme agraire et le peuplement ont exercé une profonde influence sur la structure agraire. La grande propriété foncière privée a complètement disparu. Environ 30% des terres cultivées que possèdent les paysans proviennent de la réforme agraire et du peuplement. Leur structure est, en général, bien plus saine que celle des anciennes exploitations héritées, notamment en Pologne centrale et méridionale.

IV

L'autre problème que nous aimerions aborder ici est celui des méthodes utilisées par l'État pour relever le niveau de la production agricole.

Le trait caractéristique de ces méthodes est l'extension des actes dits non impératifs de l'administration. A titre d'exemple, on peut citer l'institution appelée «agrominimum». Conformément à un arrêté du Conseil des ministres du 22 octobre 1963⁴, les conseils populaires des communes (organes du pouvoir d'État à l'échelon le plus bas) adoptent des plans communaux et prévoient notamment que les villages déterminés atteignent des résultats fixés en matière agro- et zootechnique. Dans ces villages sont convoquées des réunions, pendant lesquelles les agriculteurs sont encouragés à prendre des obligations quant aux résultats de la production et quant à l'application des méthodes modernes d'exploitation. Aucune sanction n'est prévue en cas d'inexécution d'une telle obligation. En revanche, lorsqu'une telle

³ J. des L. de 1946, n° 49, texte 279.

⁴ Monitor Polski de 1963, n° 85, texte 408.

obligation est exécutée, des privilèges à caractère stimulant sont prévus (priorité pour les travaux d'assainissement, adduction d'eau, priorité dans l'attribution des matériaux de construction, etc.).

Parfois, certaines activités entreprises dans ce cadre par les agriculteurs sont accompagnées d'une contrainte de l'État, mais des lois spéciales sont alors édictées à cet effet. Ainsi, dans certaines régions à culture agricole arriérée, on a introduit l'obligation d'utiliser des engrais chimiques⁵. Plus répandu est l'échange des semences contre les semences sélectionnées, ce qui a pour but d'augmenter le rendement des céréales ou des pommes de terre⁶. Mais, en principe, la contrainte fait exception (il s'est révélé d'ailleurs dans la pratique que les agriculteurs échangent, par exemple, très volontiers des semences et les sanctions administratives n'interviennent que très rarement).

Un autre exemple des actes administratifs de ce genre est l'assistance aux exploitations économiquement faibles. Les organes de l'administration rurale signent avec les propriétaires de ces exploitations des contrats dans lesquels les propriétaires s'engagent à relever, en trois ans, leurs exploitations au niveau moyen dans le village donné, tandis que l'organe administratif s'engage à donner des crédits, à accorder des facilités fiscales et une assistance agrotechnique. La particularité de ce contrat consiste en ce que le propriétaire le conclut à son profit et que les sanctions en cas d'inexécution (remboursement immédiat des crédits, paiement des impôts prorogés) ont un caractère spécifique, en partie civil et en partie administratif.

Nous voyons que le droit rural cherche des solutions qui, du point de vue purement juridique aussi, utilisent des constructions nouvelles. Il s'agit de choisir des instruments aussi efficaces que possible, destinés à servir la politique agraire de l'État sans être gêné par des solutions schématiques anciennes.

⁵Loi du 13 juin 1967 concernant l'utilisation obligatoire des engrais minéraux dans les exploitations rurales (J. des L. de 1967, n° 23, texte 109).

⁶Loi du 10 février 1961 sur la culture des plantes et des semences (J. des L. de 1961, n° 10, texte 54).

L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE DROIT SUCCESSORAL POLONAIS

Józef St. Piątkowski

1. Les problèmes de la succession et du partage des exploitations agricoles attiraient une attention particulière lors des travaux de codification du droit civil polonais¹. Afin de pouvoir mieux éclairer les questions qui s'y posaient il nous paraît indispensable de commencer par un court aperçu de l'évolution de la structure agraire en Pologne Populaire.

La réforme agraire (le décret-loi du 6 septembre 1944) a changé d'une façon révolutionnaire l'aspect de la campagne polonaise. La grande propriété foncière qui constituait un des anachronismes du féodalisme a été supprimée². Les paysans ont acquis en propriété plus de six millions d'hectares de terres cultivables, on a complété jusqu'à la limite de 5 ha 254 mille de petites exploitations et créé plus de 800 mille d'exploitations nouvelles dont la superficie ne dépassait en principe 5 ha, mais dans les régions occidentale et septentrionale du pays s'élevait jusqu'aux 15 ou même 20 ha (les fermes d'élevage du bétail).

Par conséquent, vers l'année 1950, après la réalisation de la réforme agraire et du peuplement des territoires occidentaux et septentrionaux de la Pologne c'étaient des exploitations moyennes de 3 jusqu'aux 10 ha qui dominaient dans l'agriculture polonaise, leur nombre dépassant 50% du total d'exploitations individuelles. Mais depuis lors se sont manifestées dans la vie de la campagne des tendances dont l'influence néfaste sur le développement de l'agriculture ne saurait être sousestimée.

¹ Sur l'histoire de la codification cf. J. Wasilkowski, *Le projet du Code civil polonais*, dans: *Rapports polonais présentés au sixième Congrès International de Droit Comparé*, Warszawa 1962, p. 186 et suiv.

² En ce qui concerne le procédé juridique de la réforme agraire cf. A. Stelmachowski, *La fonction du droit rural en Pologne*, dans: *Rapports polonais présentés au sixième Congrès International de Droit Comparé*, p. 138 et suiv.

Tout d'abord c'était le morcellement des exploitations, dû surtout à la forte natalité et à la tradition de partages successoraux enracinée dans la partie prépondérante du pays. D'après les résultats du recensement de l'année 1960, le nombre d'exploitations individuelles a augmenté de 420 mille en dix ans³. L'accroissement le plus fort était à noter dans le groupe d'exploitations les plus petites dont la superficie ne dépassait 2 ha. En même temps, le nombre d'exploitations de 3 à 10 ha a diminué; elles ne représentaient alors que 44,6% du total. D'ailleurs, le groupe d'exploitations de 3 à 5 ha a augmenté au détriment de celui d'exploitations plus grandes. La superficie moyenne d'une exploitation individuelle est tombée de 5,2 ha en 1950 à 4,7 ha en 1960.

Dans la plupart des exploitations minuscules le morcellement n'était pas accompagné de l'intensification de la production. Au contraire, ces exploitations se multipliaient dans les régions où le développement de l'industrie permettait aux propriétaires de trouver une source complémentaire de revenus. Ce groupe social de paysans-ouvriers qu'on retrouve partout dans le processus de l'industrialisation ne produisait que très peu pour le marché, la production de leurs exploitations étant destinée surtout à satisfaire aux besoins de leurs familles.

D'autre part, les exploitations qui ont évité le morcellement successoral étaient grevées sérieusement des soultes. Pour la plupart, les propriétaires devaient payer ces soultes à ses cohéritiers qui vivaient dans les villes, ce qui se traduit par le processus bien marqué de l'urbanisation de la Pologne d'après-guerre. Par conséquent, les moyens qui pouvaient servir aux investissements destinés à accroître la production agricole venaient dans les mains des créanciers qui les utilisaient pour les buts de consommation. Ce fait causait un vif mécontentement des paysans et empêchait la réalisation des plans économiques dans l'agriculture.

Le législateur avait donc un triple problème à résoudre: mettre des entraves au morcellement des exploitations et à l'accroissement du nombre de paysans-ouvriers, en réduisant en même temps la charge des soultes.

2. Abstraction faite de l'indivision maintenue des cohéritiers qui ne constitue qu'une solution temporaire, on peut s'imaginer, en

³ «Rocznik Statystyczny» 1967, p. 249. Toutefois, il est à noter que ces données statistiques embrassent toutes les exploitations du dessus de 0,1 ha, tandis que d'après le droit civil sont considérées comme exploitations agricoles seulement celles dont la superficie dépasse 0,2 ha.

principe, deux procédés juridiques dans le droit successoral destinés à empêcher la détérioration de la structure agraire par suite des partages:

1° tantôt on peut insérer dans le Code des dispositions spéciales relatives au partage des exploitations agricoles, leur dévolution successorale étant soumise aux règles générales; c'est la conception du Code civil suisse;

2° tantôt on peut édicter dans la matière de la succession des exploitations agricoles des règles particulières qui dérogent aux principes généraux; dans le droit comparé on retrouve bien des exemples de ce système.

Le droit civil polonais unifié ⁴ qui était en vigueur entre 1947 et 1964 a choisi la première solution: une exploitation agricole devait être attribuée par le juge intégralement à l'un des cohéritiers, si son partage était contraire à l'intérêt socio-économique. Cette disposition s'est montrée assez peu efficace, comme nous l'avons déjà vu.

Avant que l'élaboration du Code civil soit achevée, le législateur et la jurisprudence de la Cour Suprême ont intervenu. Le 18 juin 1959, la Diète a voté une loi moratoire sur les soultes dues par les héritiers des exploitations agricoles. Le 27 février 1960, la Cour Suprême a rendu les directives de la jurisprudence dans lesquelles elle s'efforçait d'enrayer le morcellement dans la mesure possible d'après la législation en vigueur. Enfin, la loi du 29 juin 1963 sur la limitation des partages des exploitations agricoles ⁵ a introduit dans ce but des mesures bien rigoureuses. Cette loi fut incorporée ensuite, avec quelques modifications, dans le Code civil polonais, actuellement en vigueur.

3. Le Code civil⁶ comprend des dispositions spéciales, relatives à la dévolution successorale et aux partages des exploitations agricoles, de même que des terres données comme apport dans une coopérative agricole de production (art. 1058 - 1088 C.c.), qui modifient les règles générales du droit de succession. Nous ne parlerons plus loin que de dispositions concernant les exploitations agricoles, le problème particulier des terres qui constituent un apport dans une coopérative ne pouvant être développé dans le cadre de nos considérations. Mais, avant que nous puissions examiner les modifications dans le domaine

⁴ Sur l'unification du droit civil polonais cf. J. Wasilkowski, *supra*, note 1.

⁵ Dziennik Ustaw [Journal des Lois, par la suite: J. des L.], n° 28, texte 168.

⁶ La loi du 23 avril 1964, J. des L., n° 16, texte 93. La traduction française: *Code civil de la République Populaire de Pologne*, Varsovie 1966, a été publiée par «Wydawnictwo Prawnicze».

qui nous intéresse, il nous faut d'abord envisager les règles générales de la dévolution successorale *ab intestat* dans le droit polonais (art. 931 - 940 C.c.).

Les héritiers légaux les plus proches sont les enfants et le conjoint survivant du défunt qui succèdent par tête; toutefois, la part du conjoint ne peut être inférieure à un quart. La part qui eut dévolue à l'enfant prédécédé, échoit à ses enfants par tête; cette disposition est applicable aux descendants du degré plus éloigné.

A défaut de descendants, la succession dévolue au conjoint survivant qui en obtient la moitié, aux père et mère et aux frères et soeurs du défunt. A défaut de descendants et de conjoint, à la succession sont appelés le père et la mère, les frères et les soeurs du défunt, les frères et les soeurs prédécédés étant représentés par leurs descendants. A défaut d'autres héritiers légaux, l'ensemble de la succession dévolue au conjoint survivant.

Les grands parents et les ascendants plus éloignés, ainsi que les collatéraux autres que les descendants des frères et des soeurs ne sont pas héritiers légaux. A défaut de ceux-ci, la succession dévolue au Fisc.

La liberté de tester est reconnue, sauf la réserve en valeur, due au conjoint survivant et aux descendants ou, à défaut de ceux-ci au père et à la mère du défunt. La réserve représente les deux tiers ou la moitié de la valeur de la quote-part qui serait échue au réservataire par la succession *ab intestat* (art. 991 C.c. et suiv.).

4. En fait de la succession *ab intestat* des exploitations agricoles ces règles sont modifiées par des principes suivants:

1° le cercle d'héritiers légaux est plus restreint: en sont exclus les descendants du défunt plus éloignés que ses petits-enfants, ainsi que les descendants de ses frères et de ses soeurs;

2° pour être appelé à la succession il ne suffit pas de remplir les conditions généralement requises (être vivant ou au moins conçu au moment de l'ouverture de la succession, ne pas être indigne); il faut encore que l'héritier remplisse les conditions spéciales, déterminées par le code.

Aux termes de l'art. 1059 § 1 C.c., l'exploitation agricole dévolue aux enfants du défunt lorsqu'ils — au moment de l'ouverture de la succession: 1° travaillent dans cette exploitation sans interruption depuis un an au moins, ou 2° sont membres d'une coopérative agricole de production, ou 3° soit gèrent une autre exploitation individuelle, soit travaillent dans une telle exploitation de leurs père et mère, de leur conjoint ou des père et mère de celui-ci, ou 4° sont mineurs ou

suivent un enseignement⁷, ou 5° sont atteints d'incapacité permanente de travail.

Cette disposition ne prévoit pas d'ordre de préférence, ce qui veut dire que tous les enfants qui remplissent n'importe laquelle des conditions déterminées sont appelés, en même temps, à la succession. Toutefois, lorsqu'aucun d'enfants ne remplit l'une des conditions prévues aux points 1°, 2° et 3°, à la succession sont appelés également les enfants qui ont des qualifications agricoles⁸, à la condition additionnelle, s'ils se déclarent prêts à se charger de l'entreprise de l'exploitation qui fait partie de la succession; cette déclaration se fait au tribunal ou dans le bureau notarial d'État, dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la succession (art. 1059 § 2 C.c.). On peut nommer cette catégorie d'héritiers «héritiers facultatifs».

Les règles de l'art. 1059 s'appliquent d'une manière analogue au conjoint survivant, aux petits-enfants et aux frères et soeurs du défunt en tant qu'héritiers légaux (art. 1060 § 1, art. 1062 § 1 C.c.).

Mais il y a encore des cas, où les conditions requises sont tantôt atténuées, tantôt rendues plus sévères. Elles sont atténuées en ce qui concerne le père et la mère du défunt: pour qu'ils puissent être appelés à la succession, il suffit qu'ils possèdent des qualifications agricoles⁹ ou qu'ils soient atteints d'incapacité permanente de travail (art. 1061 C.c.). Par contre, elles sont plus sévères, lorsque l'enfant du défunt ne remplit aucune des conditions déterminées par l'art. 1059 et, par conséquent, ne peut pas succéder d'une exploitation; dans ce cas-là, ses enfants (c'est-à-dire les petits-enfants du défunt) ne sont appelés à la succession que si — à l'ouverture de cette succession — ils travaillent dans l'exploitation du défunt sans interruption depuis un an au moins et si ce travail constitue leur source principale d'entretien (art. 1060 § 2 C.c.). Cette règle s'applique d'une manière analogue aux frères et aux soeurs, si les descendants du défunt ne sont pas appelés à succéder à défaut de conditions exigées par l'art. 1059 (art. 1062 § 2 C.c.).

Les règles, assez compliquées, que nous venons d'exposer, appellent un commentaire. En général, on peut dire que le législateur, en déterminant les conditions différentes, se laisse conduire par des

⁷ A l'exception des externes adultes qui suivent l'enseignement sans interrompre leur travail professionnel, cf. l'arrêté du Conseil des ministres du 28 novembre 1964 qui a complété l'article en question, J. des L., n° 45, texte 304.

⁸ C'est-à-dire qu'ils possèdent une formation d'agriculteur, soit par une instruction spéciale, soit par la pratique.

⁹ Sans qu'ils soient obligés de faire la déclaration, exigée pour les héritiers facultatifs.

motifs différents. Tout d'abord, il veut assurer la succession aux enfants du défunt qui sont agriculteurs et qui travaillent effectivement tantôt dans les exploitations individuelles, tantôt dans celles des coopératives (art. 1059 §1,1°, 2°, 3°); à défaut de ceux-ci, peuvent succéder les enfants qui possèdent une formation agricole et travaillent actuellement dans une autre branche de production, mais ce droit ne leur est reconnu qu'à la condition qu'ils reprennent leur travail dans l'exploitation (les héritiers facultatifs dont l'art. 1059 § 2 parle). Les enfants qui (à défaut de conditions requises) ne sont pas successeurs, sont ceux auxquels l'État a assuré le travail et l'éducation qui est gratuite à tous les degrés, l'enseignement supérieur y compris. C'est aussi un argument justifiant la solution adoptée par le législateur.

D'autre part, la reconnaissance du droit à la succession aux enfants mineurs ou atteints d'incapacité permanente de travail, se traduit surtout par les raisons d'ordre humanitaire. Pour les mêmes raisons on a atténué les conditions requises pour le père et la mère. Cependant, le droit à la succession d'une personne atteinte d'incapacité permanente de travail a un caractère particulier: une telle personne ne peut jamais, lors du partage, obtenir sa quote-part en nature, mais seulement son équivalent.

Les conditions plus sévères sont applicables aux cas, où le jeu des dispositions de l'art. 1059 pourrait élargir le cercle d'héritiers légaux, ce qui serait contraire à la conception du législateur; dans ces cas-là on a donc reconnu le droit à la succession seulement aux personnes (petits-enfants, frères et soeurs) pour lesquelles le travail dans l'exploitation du défunt a le caractère professionnel (art. 1060 § 2, art. 1062 § 2).

Lorsqu'aucun d'héritiers légaux ne remplit les conditions requises, l'exploitation dévolue au Fisc. La même règle s'applique dans les cas, où la vocation successorale n'appartient qu'aux personnes atteintes d'incapacité de travail; celles-ci ont le droit aux soultes qui représentent la valeur nette de l'exploitation (art. 1063 C.c.).

5. Il est évident que les règles dont nous venons de parler, dérogent, dans une certaine mesure, au principe de la succession universelle. Mais la portée de cette dérogation change selon les cas. En effet, il se peut que la vocation à la succession d'une exploitation n'appartient qu'aux personnes qui sont appelées en même temps à succéder, en tant qu'héritiers légaux, d'autres biens du défunt; dans ce cas-là, l'exploitation constitue seulement une partie spéciale de la succession. Par contre, il peut arriver, que l'exploitation dévolue, par exemple, au père et à la mère qui possèdent des conditions requises,

mais, en ce qui concerne les autres biens du défunt, sont exclus par ses descendants; or, l'exploitation constitue une succession particulière. Ces problèmes sont importants lors du partage.

6. Les modifications du droit successoral, relatives aux exploitations agricoles, ne pouvaient rester sans influence sur la liberté de tester. Aux termes de l'art. 1065 ne peut être institué héritier d'une exploitation agricole, ou d'une partie de celle-ci, que celui qui remplit les conditions spéciales, déterminées pour les héritiers légaux. A défaut de ces conditions, l'exploitation dévolue aux héritiers légaux. Les mêmes conditions sont exigées du bénéficiaire d'un legs dont l'objet est une exploitation agricole ou une partie de celle-ci; dans ce dernier cas, le legs ne peut pas déroger aux règles qui limitent le partage d'une exploitation^{10 11} (art. 1067 § 1 C.c.).

Ces dispositions, bien concises, posent beaucoup de problèmes et sont vivement débattues par la jurisprudence et par la doctrine¹¹.

7. Comme nous l'avons déjà signalé, le partage d'une exploitation agricole est, lui aussi, soumis aux règles particulières du code. Tout d'abord, la question se pose d'éviter le morcellement.

Une exploitation agricole ne peut être partagée en nature que dans les cas, où les parties créées par l'effet du partage, soit elles-mêmes, soit avec les terres appartenant déjà à l'héritier et pouvant constituer avec ces parties une unité économique, atteignent une superficie minimum, déterminée par un arrêté du Conseil des ministres (art. 1070 C.c.). L'arrêté du 28 novembre 1964, actuellement en vigueur, a déterminé cette superficie à 8 ha des terres cultivables au moins¹². Il faut ajouter que la notion de terres appartenant déjà à l'héritier embrasse également celles qui constituent la propriété de son conjoint (art. 163 § 3 C.c.).

D'autre part, afin de rendre impossible la reconstitution de la grande propriété foncière, on a prévu un maximum que la superficie des terres acquises par succession, avec celle des terres qui se trouvaient déjà dans la propriété de l'héritier, ne saurait dépasser (50 ha des terres cultivables ou 100 ha au total).

¹⁰ Cf. *infra*, n° 7.

¹¹ Cf. J. S. Piąkowski, *Rozrządzenie gospodarstwem rolnym w drodze testamentu* [Les dispositions testamentaires relatives à une exploitation agricole], «Palestra», 1969, n° 2, pp. 51 - 62.

¹² Cf. *supra*, note 7. L'arrêté en question a donné également une définition légale d'une exploitation agricole. Le minimum de 8 ha ne s'applique de toute sa rigueur qu'au partage de la succession, pour le partage résultant du transfert de la propriété étant prévue toute une série d'exceptions.

Si le partage de l'exploitation en nature est inadmissible, le tribunal est tenu de l'attribuer intégralement à l'un des héritiers qui — au moment du partage — remplissent des conditions requises pour succéder d'une exploitation agricole et qui ne sont pas atteints d'incapacité permanente de travail. En premier lieu, ce sont les héritiers eux-mêmes qui peuvent choisir à l'unanimité le bénéficiaire. A défaut de l'unanimité, le tribunal décide de l'attribution, dans l'ordre de préférence, déterminé par l'art. 1071 § 2 C.c. Les conditions dont dépend l'ordre de préférence ressemblent à celles qui sont exigées pour être successible (art. 1059 C.c.), avec deux modifications toutefois: 1° elles doivent être remplies au moment du partage, 2° les héritiers facultatifs ont la priorité devant les héritiers qui sont mineurs ou suivent un enseignement.

Lorsqu'au moment du partage aucun d'héritiers ne remplit les conditions requises pour l'attribution, l'exploitation est mise en vente. Dans ce cas, le Fisc a le droit de préemption (art. 1073 C.c.).

8. Afin d'assurer le développement continu de la production agricole, le législateur a réglé en même temps d'une manière particulière le problème des soultes. Il y a trois catégories d'héritiers auxquels on a garanti la soulte représentant la valeur intégrale de leur quote-part respective dans une exploitation agricole. Ce sont ceux qui — au moment du partage — soit travaillent dans cette exploitation sans interruption depuis un an au moins, soit sont membres d'une coopérative agricole de production, soit sont atteints d'incapacité permanente de travail. Pour tous les autres — la soulte peut être réduite par le tribunal, compte tenu du type, de l'étendue et de l'état de l'exploitation grevée, ainsi que de la situation du débiteur et de celle du créancier (art. 1075 C.c.).

9. On ne saurait sousapprécier l'importance de ces dispositions nouvelles. Bien qu'elles ne soient en vigueur que depuis quelques années ¹³, on a déjà fait remarquer que le morcellement s'est arrêté et que le problème des soultes est devenu beaucoup moins aigu.

D'autre part, il ya lieu de souligner qu'au fond de la conception du législateur on retrouve encore un motif très important, à savoir celui que la propriété, surtout celle des terres, comporte aussi des devoirs. Une exploitation individuelle doit être un atelier de la production agricole, participant à la réalisation du plan économique

¹³ Le Code civil est en vigueur depuis le 1 janvier 1965 à l'exception des dispositions relatives au transfert de la propriété, à la succession et au partage d'une exploitation agricole qui sont entrées en vigueur le jour de la promulgation du code, c'est-à-dire le 18 mai 1964.

national¹⁴ et dirigé par un agriculteur de métier. A défaut de celui-ci parmi les héritiers du propriétaire, il est justifié que cette exploitation échoit au Fisc et soit incorporée dans une ferme d'État.

¹⁴ Ce sont surtout les cercles agricoles, dont les agriculteurs individuels sont membres, et les livraisons contractées qui servent à réaliser ce but.

*LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE POLOGNE*

Henryk Świątkowski

La base légale de l'organisation et du fonctionnement de toutes les coopératives et leurs unions en Pologne est représentée par la loi du 17 février 1961 sur les coopératives et leurs unions (Dziennik Ustaw [Journal des Lois, abrég. J. des L.] n° 12, texte 61).

La loi précitée institue un système unique d'organisation intégrant toute l'activité coopérative en Pologne. Ce système englobe les coopératives de tous les genres (coopératives d'écoulement et d'approvisionnement, coopératives de consommateurs, coopératives de travail, coopératives agricoles de production, coopératives de construction de logements et autres coopératives urbaines et agricoles), leurs unions territoriales et les unions centrales avec, en premier lieu, le Conseil supérieur des coopératives. Aucun autre pays socialiste ne possède un système aussi vaste offrant des conditions particulièrement favorables à la coopération et à l'entraide entre les organisations coopératives dans différents secteurs (art. 180, § 2, p. 2 de la loi précitée)¹.

Les organisations coopératives en Pologne Populaire sont, par définition, des organisations volontaires et autonomes (art. 1 et art. 178, § 1 de la loi). Les organisations économiques qui, dans leur définition légale, n'auraient pas les traits d'adhésion volontaire et d'autonomie ne seraient pas des coopératives².

¹ Dans les autres pays le mouvement coopératif est divisé en secteurs séparés: coopératives agricoles, coopératives de consommateurs, coopératives de travail, etc.

² La définition légale de la coopérative, en vigueur en Pologne d'entre-deux-guerres, ne connaissait pas l'affiliation libre ni l'autonomie de la coopérative (art. 1 de la loi du 29 octobre 1920 sur les coopératives, J. des L. n° 111, texte 733). L'interprétation de cette définition ne pouvait pas non plus voir en affiliation libre et en autonomie les traits caractéristiques de la coopérative (*Ustawa o spółdzielniach* [La loi sur les coopératives], éditée et commentée par le professeur S. Wróblewski, Warszawa 1921, pp. 1-5).

Au total, le mouvement coopératif polonais groupe 12 399 400 membres associés dans les coopératives et leurs unions sur la base du principe de démocratie socialiste³.

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Dans les coopératives agricoles nous classons les coopératives d'approvisionnement et d'écoulement «Samopomoc Chłopska» (Entraide Paysanne), les coopératives agricoles de production, les coopératives laitières, les coopératives horticoles, les coopératives d'épargne et d'emprunt ainsi que les centres ruraux coopératifs et les coopératives de production et de services, rattachés aux cercles agricoles. D'une manière générale le mouvement coopératif agricole contribue à l'augmentation constante de la production agricole et d'élevage dans les exploitations paysannes et, partant, à l'accroissement du bien-être de la population rurale. La voie vers ce but est constituée par un développement varié (écoulement, approvisionnement, laiterie, horticulture, crédit agricole, production agricole coopérative, etc.) de l'initiative économique sous ses formes coopératives. En même temps qu'il contribue à l'accroissement de la production agricole, le mouvement fait développer les activités collectives économiques à la campagne.

Nous regarderons de plus près les coopératives agricoles d'approvisionnement et d'écoulement «Entraide Paysanne», à caractère universel, dont le rôle dans le processus de la socialisation des exploitations rurales individuelles est particulièrement important.

C'est l'organisation coopérative la plus importante de la campagne polonaise. Ces coopératives regroupent 4 186 000 adultes à la campagne sur une population rurale totale de 15 930 000 (avec enfants et jeunes adultes)⁴. Cela veut dire que, approximativement, un habitant sur deux ou trois à la campagne est membre d'une coopérative qui fait partie de la Centrale des coopératives agricoles (C.R.S.) «Entraide Paysanne».

Les coopératives d'approvisionnement et d'écoulement contribuent au développement de la production agricole en fournissant aux agriculteurs des articles tels que les engrais, les semences, les machines agricoles, les fourrages, les matériaux de construction. Elles con-

³ *Statystyka spółdzielni na 31.12.1967* [Statistique sur les coopératives au 31 décembre 1967], Naczelna Rada Spółdzielcza, Warszawa 1968, pp. 10 -11.

⁴ D'après les chiffres fournis par C. R. S. «Entraide Paysanne».

tribuent à resserrer les liens entre l'industrie et l'agriculture par la voie des contrats de fournitures et d'achat à la production. Elles font relever le niveau de vie de leurs membres en organisant l'approvisionnement de la campagne en articles de consommation et industriels, en développant l'activité gastronomique et les services ⁵. Dans le cadre de ces coopératives fonctionnent des coopératives médicales à la campagne et la Coopérative nationale de tourisme et de loisirs «Gromada».

LES CERCLES AGRICOLES ET LES UNIONS ET GROUPEMENTS AFFILIÉS

Les cercles agricoles représentent une organisation traditionnelle qui existe en Pologne depuis plus de 70 ans, mais actuellement leur caractère et leurs activités correspondent aux nouvelles conditions et aux besoins de l'État socialiste. Les cercles agricoles et leurs unions constituent, à côté des coopératives d'approvisionnement et d'écoulement, la plus importante organisation paysanne qui tend à grouper en principe tous les cultivateurs en Pologne. Leur but consiste, en particulier, à vulgariser sur le plan théorique et pratique la science agricole, à encourager les travaux d'assainissement, à organiser la mécanisation de la production agricole, à soutenir la construction d'exploitation à la campagne. Ce but est réalisé avec l'aide du Fonds de développement agricole qui est alimenté par des montants résultant de la différence entre le prix officiel et le prix du marché des produits agricoles qui font l'objet des livraisons obligatoires à l'État. Les sommes afférentes aux différents villages sont transférées aux cercles agricoles pour la réalisation de leurs buts statutaires ⁶.

Les méthodes collectives de l'activité économique des cercles favorisent l'intensification de la production agricole et visent progressivement à la socialisation des exploitations rurales individuelles⁷.

⁵ D'après les chiffres fournis par C. R. S. «Entraide Paysanne», le mouvement dispose de 59 500 magasins de détail, 52 400 points d'achat et d'entrepôts, 7880 établissements de production, 23 310 centres de prestation de services. L'organisation dirige des écoles professionnelles et des cours par correspondance, des centres de récréation pour agriculteurs, des bibliothèques, etc. Elle patronne les coopératives scolaires.

⁶ Depuis 1957, le nombre de cercles agricoles croît d'année en année. En 1967, il a atteint 34 168 et intéressait 85,6% des mairies. En 1967, il y avait 741 bases de machines agricoles gérées par les cercles et 185 gérées par les centres de machines agricoles d'État («Rocznik Statystyczny», 1968, p. 243).

⁷ L'exploitation collective (surtout sur les terres du Fonds des terres d'État) a été exercée en 1967 par 4074 cercles agricoles sur une superficie de 123 900 ha.

L'organe suprême du cercle agricole est l'assemblée générale de ses membres, son organe exécutif est un comité de direction et son organe de contrôle — une commission aux comptes. Le groupement agricole à l'échelon du village est une section du cercle agricole.

Les cercles agricoles ainsi que les unions et groupements agricoles sont, du point de vue juridique, des associations déclarées. La base légale de leur organisation est la loi du 27 octobre 1932 sur les associations (J. des L. n° 94, texte 808 avec amendements postérieurs).

Aussi bien les cercles que les unions et groupements sont *ex lege* des organisations volontaires et autonomes. Toutes ces organisations acquièrent la personnalité juridique par la déclaration du statut au registre des associations à la section de l'intérieur au présidium du conseil populaire de voïvodie. Les unions et les groupements spécialisés groupent les agriculteurs qui sont liés aux organisations d'État ou aux coopératives d'achat à la production et des contrats de fournitures par des contrats annuels ou pluriannuels. Ces contrats ont pour objet des produits spéciaux qui exigent une culture particulière, fondée sur une connaissance approfondie du métier. Dans ces produits on classe les plantes potagères, les fibreuses, les oléagineux, l'osier, le houblon, le tabac, les plantes médicinales, les porcins, les fruits, etc.

Les agriculteurs sont affiliés à des unions ou groupements spécialisés d'après le genre du produit qui fait l'objet du contrat de fournitures ⁸. Les buts statutaires des unions et groupements spécialisés consistent notamment à organiser la protection des intérêts de leurs membres en ce qui concerne l'approvisionnement en instruments de production et d'écoulement des matières premières produites, à instruire leurs membres des méthodes agro-zootecniques et à leur inculquer des méthodes modernes de culture ou d'élevage dans les domaines spécialisés.

Tous les groupements spécialisés font partie du système des cercles agricoles et sont membres notamment de la Fédération centrale des cercles agricoles.

⁸ En 1967, les unions et groupements spécialisés suivants groupaient: Union des planteurs de plantes potagères industrielles — 844 400 membres, Union polonaise des planteurs de plantes fibreuses — 112 200, Union des planteurs de plantes oléagineuses — 123 100, Union polonaise des planteurs d'osier — 2300, Union des planteurs de houblon — 2600, Union des planteurs de tabac — 171 900, Union polonaise d'herboristerie — 29 400, Fédération des producteurs de porcins — 276 300, Fédération des associations d'éleveurs et de producteurs de volaille — 63 500, Fédération des associations d'éleveurs d'ovins — 63 800, Union polonaise d'apiculture — 32 400, Union polonaise d'éleveurs de chevaux — 35 200. Au total: 1 776 000 («Rocznik Statystyczny», 1968, p. 246).

LES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION DES EAUX

Les sociétés en question sont créées en particulier pour la construction, l'entretien et l'exploitation des aménagements d'assainissement, des aménagements pour approvisionnement de la population rurale en eau et des aménagements pour l'approvisionnement des usines en eau et la protection contre les eaux.

La base légale de l'organisation et du fonctionnement de ces sociétés représente la loi du 30 mai 1962 portant droit des eaux (J. des L. n° 34, texte 158, art. 110 - 132) ainsi que les statuts modèles publiés dans Monitor Polski (Moniteur Polonais) en 1964, n° 17, texte 81 (statut d'une société d'assainissement) et n° 41, texte 197 (statut des sociétés d'exploitation des eaux).

Une société de ce genre peut être constituée par la voie d'entente des personnes intéressées et, à défaut d'entente, en vertu d'une décision de l'organe de l'administration des eaux à l'échelon de voïvoïdie (ou d'arrondissement dans certains cas), lorsque les considérations de l'économie planifiée, l'intérêt social ou l'intérêt des intéressés l'exigent (société forcée).

La société est une personne juridique. Elle acquiert cette personnalité par inscription au registre des eaux. Les organes de l'administration des eaux exercent le contrôle des activités des sociétés.

Les organes de la société sont: assemblée générale qui adopte des résolutions, comité de direction en tant qu'organe d'exécution et de gestion et commission aux comptes ⁹.

Ce sont à vrai dire des associations *sui generis*. Elles ne sont pas régies par la loi susmentionnée de 1932, mais par les dispositions spéciales de la législation des eaux.

LES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT DES COMMUNAUTÉS FONCIÈRES

L'organisation et le fonctionnement des sociétés susmentionnées ¹⁰ sont fondés sur la loi du 29 juin 1963 sur l'aménagement des communautés foncières (J. des L. n° 28, texte 169. art. 13 - 25) et sur le

⁹ En Pologne on compte 10 500 sociétés de ce genre.

¹⁰ Les communautés foncières (pâturages, forêts ou fonds ruraux) remontent à l'époque de l'appropriation des paysans en Pologne. Les communautés peuvent grouper des propriétaires (copropriété des exploitants déterminés) ou des usufruitiers (usufruit en commun sur des terres d'État). En 1963, on comptait en Pologne environ 230 000 ha des communautés en question, dont 60% dans la Petite-Pologne et 40% sur le territoire des voïvoïdies du centre d'avant-guerre.

statut modèle d'une société de ce genre, du 29 avril 1964 (Monitor Polski de 1964, n° 33, texte 145).

Il s'agit d'une personne juridique qui fonctionne sur la base d'un statut. Les membres de la société sont les personnes autorisées à participer à la communauté foncière. L'assemblée générale des membres peut adopter l'admission des possesseurs des fonds ruraux attenants à la communauté, s'ils déclarent leur volonté d'adhérer à la société et font l'apport des fonds attenants.

Le statut et les amendements au statut sont approuvés par l'organe compétent pour les questions rurales et forestières du présidium du conseil populaire d'arrondissement. La société acquiert la personnalité juridique dès que le statut est approuvé.

Les sommes dues par les communautés à titre des cotisations statutaires non payées à l'échéance sont recouvrables avec intérêts de retard et frais d'exécution suivant les modalités de l'exécution administrative des prestations des sommes d'argent.

Le contrôle des activités de la communauté est exercé par l'organe compétent du présidium du conseil populaire d'arrondissement.

Lorsque les personnes autorisées à participer à la communauté foncière ne soumettent pas le statut à l'approbation de l'organe compétent dans un délai de 3 mois à compter du jour de l'établissement de la liste des bénéficiaires, l'organe en question institue une association forcée, lui confère un statut et désigne les organes de l'association (comité de direction et commission aux comptes) parmi les personnes autorisées à participer à la communauté ¹¹.

Les associations pour l'aménagement des communautés foncières sont des associations *sui generis*, elles ne sont pas régies par la loi sur les associations, mais par les dispositions spéciales de la loi sur l'aménagement des communautés et du statut en vigueur.

LES ASSOCIATIONS FORESTIÈRES

Les règles légales de l'organisation et du fonctionnement de ces associations sont fixées par la loi du 14 juin 1960 sur l'aménagement des forêts et des terres incultes ne constituant pas propriété de l'État (J. des L. n° 29, texte 166, art. 32- 33) et par le statut modèle de l'association forestière (Monitor Polski de 1960, n° 48, texte 235).

Dans le but d'intensifier la capacité productive des forêts n'appartenant pas à l'État, d'améliorer la technique d'exploitation dans ces **

¹¹Au milieu de 1967 il y avait en Pologne 1234 associations pour aménagement des communautés foncières, dont 908 volontaires et 326 forcées.

forêts et d'y prendre des mesures rationnelles, les propriétaires individuels peuvent se grouper en associations forestières.

La création d'une association se fait par adoption d'une résolution de la majorité des possesseurs individuels des forêts et des terrains forestiers du village donné. La résolution doit être déclarée à l'organe compétent du présidium du conseil populaire d'arrondissement. Une fois la déclaration faite et le statut enregistré, l'association acquiert la personnalité juridique. Le contrôle est exercé par la section de l'agriculture et de la sylviculture du conseil populaire d'arrondissement.

L'assemblée générale élit un comité de direction (organe exécutif de gestion) et une commission aux comptes.

L'affiliation à l'association ne prive pas le possesseur d'une forêt du droit de jouissance de la forêt.

L'association en question est une association *sui generis* qui n'est pas régie par la loi sur les associations, mais par les dispositions spéciales de la loi susmentionnée sur l'aménagement des forêts et des terres incultes n'appartenant pas à l'État ainsi que du statut en vigueur ¹².

¹² On estime qu'en 1967 il y avait- 3550 associations de ce genre.

*LEGAL MEANS TENDING TO ELIMINATE THE PROCESS OF
DETERIORATION OF ECONOMICALLY NEGLECTED AGRICUL-
TURAL HOLDINGS*

Józef Paliwoda

With the prevailing individual small farms agricultural system in Poland, a certain number of farms have considerably decayed, they are mismanaged and have a very low efficiency. The owners of these farms fully or partly fail to implement their obligations towards the State for various reasons, such as old age, disablement, ignorance of modern husbandry, lack of farm buildings, natural calamities etc. Most of these farms are deficient in manpower and machinery. Frequently the said disadvantages cannot be overcome in spite of special aid granted by people's councils to the farmer. Such aid takes various forms: putting off the payment of debts, giving credits to be used for current or capital expenditure; practical help in farming (for instance, the agricultural circles perform all the tillage and harvesting operations at the right moment); communal co-operative saving banks ensuring credits to pay for tractor services; granting credits and building materials for repair works and construction of new farm buildings; mutual assistance and co-operation of farmers to improve decaying farms in their village; instructions given by agronomists and agricultural experts (prompted by the rural community people's council, the Committee of National Unity Front, and by socio-economic organizations in the village) advising how to intensify production under given circumstances, what contracts to conclude with the government for the delivery of agricultural produce so as to speed up good returns, or how to increase the production of livestock.

In the public and economic interest steps had to be taken to solve the problem which naturally was causing anxiety of the people, particularly in the country. One of such measures is the Pensions and Other Compensation for Farmers Ceding Real Estates to the State Act (Jan. 24, 1968, Journal of Laws No. 3, item 15), hereafter referred to as the Pensions Act. The Act repealed and re-formulated in more

detail the solutions of the problems previously regulated by Chapter I (Art. 1 - 30) and Art. 37 of the Taking-over of Certain Real Estates in Order to Bring Land under Cultivation and to Cede the Right of Property to the State, and Pensions for Ex-owners of Such Real Estates Act (June 23, 1962, J. of L. No. 38, item 166). The Act of 1968 also amended the title of the Act of 1962 to read: "The Taking-over of the Right of Property in Real Estates by the State for Overdue Payments".

The basic principles of transferring the right of property in real estates cover a number of possible situational variants. Thus, the farmer who has reached a pensionable age (i.e. 65 years for a man, and 60 years for a woman), or who has been classified as an invalid of group I or II, can cede to the State the right of property in the whole of his farm which must represent not less than 5 ha of arable land. When ceding a real estate bigger than 5 standard ha, the farmer is given in return a lifelong monthly pension amounting from zł 800 to 1200, depending on the size and quality of the land. When a given 5 ha of arable land is not an equivalent to 5 standard ha, the farmer is given a pension proportionally reduced, as stipulated in an order to be issued by the Council of Ministers. The amounts of pensions correspond to average pensions due to workers with average earnings, employed in socialized enterprises.

The principle that the area of arable land of the farm being ceded should be not less than 5 ha was warranted by particularly unfavourable economic consequences on a national scale of larger farms being mismanaged due to the shortage of manpower. On the other hand, the Order of the Council of Ministers (March 1, 1968, J. of L. No. 8, item 46) re. Pensions and Other Payments in Virtue of Real Estates, the Right of Property in Which Has Been Transferred to the State, Procedure to Be Followed in Such Cases and the Exercising of Pre-emption With Reference to Buildings, stipulated that the amount of monthly pensions when the farm is below 5 standard ha depends on its actual area expressed in standard ha: the total amount of pensions to be paid during the pensioner's lifetime should correspond to the value of the real estate ceded.

There are numerous agricultural holdings — particularly in the eastern and central provinces — the title-deed of which has not been made up-to-date, but which in case of mismanagement ought to be taken over by the State with pensions and other compensations given in return. In this connection the Pensions Act allows to take over real

estates from actual holders who have proved that they are rightful heirs to the former proprietors.

The Pensions Act states the rights of co-owners of real estates ceded to the State to be granted pensions and other compensations, the amount and discharge of which depend upon the age of each co-owner and his share in the joint property.

It has been found that most farmers who cede their real estates to the State are anxious to retain the buildings and a plot of land for personal use. Consequently, the Pensions Act ensures the farmer who cedes his farm, provided he has reached a pensionable age, or is an invalid, the free of charge, lifelong usufruct of a plot of land up to 1 ha. Eventual co-owners of the real estate enjoy the usufruct of one plot only. The farmer who either resigns his usufruct with reference to the plot, or is destituted thereof, is entitled to have his pension permanently increased by an extra sum proportional to the area of the plot concerned.

The correspondence between the area of the plot and the area of arable land ceded by the farmer is in keeping with the general principle, adopted by the Pensions Act, according to which the amount of payments depends on the size of the real estate ceded.

To allot the plot in the most advantageous manner for both the usufructuary and the transferee, the Order issued by the Minister of Agriculture (March 26, 1968, J. of L. No. 11, item 59) re. the Implementation of Certain Regulations of the Pensions and Other Compensations for Farmers Ceding Real Estates to the State Act, adopted the principle that when it is disadvantageous to isolate such plots from the real estates ceded by the farmers, these should be taken from available State-owned land.

The cited Order reduces the interpretation of the "economic" management of the plot to certain basic requirements (i.e. a full agricultural use and proper cultivation of the plot), making allowance for practically limited possibilities of the usufructuary in this respect (§ 3.1).

As a rule the farmer can keep ownership of the buildings which are part of the real estate ceded to the State. Under the Pensions Act such buildings and the land are considered separate objects of the right of property, but upon the farmer's death they pass to the State. Moreover, the State has pre-emption regarding such buildings. The State can also — with the farmer's consent — take over buildings if these are indispensable for the cultivation of the land ceded. In such a case the farmer is ensured a free of charge, lifelong usufruct of the

habitable and farming area corresponding to his needs, as well as a pecuniary compensation, as stipulated in the cited Order of the Council of Ministers (March 1, 1968).

For compensation purposes the Order classified buildings into two basic groups according to their value (i.e. up to, and above zł 100,000) with two corresponding compensation rates. The compensation takes the form of an increased pension to maintain a uniform fixing and payment procedure throughout.

Regarding the execution of pre-emption with reference to buildings which are considered a separate object of the right of property from that of the land, the Order — to simplify the procedure — stipulates that all the actions will be undertaken by the competent agency for agriculture, reserving for the praesidium of the district people's council only the decision if pre-emption is to be exercised, thus safeguarding the right policy in this respect.

The amounts due for the buildings are paid in such a way as to ensure accommodation to the farmer, and — on the other hand — to prevent overspending for this purpose in one year.

Under the Pensions Act, the farmer who has reached a pensionable age, or who has become an invalid, is entitled to services in kind like pensioners under the general pensions scheme.

Assuming that the farm has — as a rule — been acquired jointly by husband and wife, the Act stipulates that each of them is entitled to half the pension due for the farm ceded. If one of the spouses dies, the other one is entitled to a pension amounting to 75 per cent of the original full pension.

Under the Pensions Act, agricultural holdings (of not less than 5 ha of arable land) can be ceded to the State even if their owners neither have reached a pensionable age nor are invalids. Thus the Act deals with the situation in which some farm owners, able to work, are willing to give up their landed property because they have taken up other jobs (farmers-workers). This group of farm owners usually have farm buildings in fairly good condition, but they do not run the farm properly.

A monthly compensation granted to this group of farmers for the farm ceded depends on the age of the person concerned and amounts to 1/6 to 1/4 of the full pension. The monthly compensation is 1/5 to 1/3 of the full pension if the farmer takes a job in a State farm, this being an incentive for working at State farms which are deficient in manpower.

Besides the pecuniary compensation, the farmers able to work who cede their landed property to the State under the Pensions Act,

have their employment period required for being granted an employee's pension calculated in such a way that the period of work in agriculture after reaching the age of 16 is included thereto, provided they have worked in a socialized enterprise or a workshop not less than for two years after ceding the farm to the State.

The amount of the monthly compensation for the farm taken by the State is added to the basis by reference to which the employee's pension is calculated. If the pension thus reckoned is lower than the full pension due to the farmer in a pensionable age or an invalid ceding landed property to the State, the farmer can choose either pension.

It has been noticed that some owners of larger agricultural holdings, being unable to cultivate the whole area of their land due to old age or lack of manpower, are interested in reducing the size of their farms. Under the Pensions Act in such cases the State can — at the farmer's request — take over a part of his real estate, which, however, should not be less than 5 ha of arable land. For the ceded part of his landed property the farmer is entitled to a compensation in the form of a monthly remittance to his account at the Agricultural Bank, amounting to 50 per cent of the pension due to the farmer who has ceded his whole farm to the State. Following the general principle that the area of 10 ha of arable land is the upper limit for determining the amount of compensation, the cited Order of the Council of Ministers adopted a similar principle with regard to fixing the upper limit of the total amount of monthly remittances to the bank account for the ceded part of the landed property (Art. 14.2 of the Act): this should not exceed the value of 10 standard ha. The means deposited at the farmer's bank account can serve exclusively for capital expenditure.

While determining the basis for calculating the amount of a compensation for the farm (fully or partly) ceded, the Act takes into account the farmer's liabilities to the State by proportionally reducing the area of the landed property ceded, as expressed in standard ha.

On the other hand, if the fertility of the soil in the farm being taken over has deteriorated due to the owner's negligence, the calculated area of arable land will be reduced by the equivalent to what is required to restore its productive power to the soil. The introduction of the said principles, which markedly affect the amount of the compensation, aims at marking the farmers run their farms properly, and in case of mounting difficulties in management, it will

induce the farmers to cede their real estates to the State before their utter ruin.

The said Act provides the owners of real estates ceded to the State with practically sufficient income in case of their disablement for work. Its implementation promotes a planned and economical management of all the grounds which under the present conditions are not, or will not be, properly utilized for agricultural purposes.

However, the State can decline offers of real estates when considering it impossible to ensure conditions for their proper management.

It is worth noting that the praesidia of a number of provincial people's councils issued recommendations not to take in return for pensions the farms of those proprietors (actual holders) whose successors are young farmers working on these farms (not infrequently raising loans for their agricultural intensification), as the said Act does not *expressis verbis* protect the interests of such young farmers. The point is not only to ensure old farmers a quiet life, but also to secure their successors' future.

When the Pensions Act and its implementary orders are carried into effect, the automatic operation of regulations in the relevant situations and with regard to the State-farmer relationship is eliminated, the farm owners being given a large and practical range of decisions what to do when they are unable to run their farms economically through no fault of theirs.

In this sort of cases the party concerned co-operates in shaping administrative decisions in all the procedural stages to a varying extent and in different forms, as the case may be. This co-operation plays an important role because it simplifies many actions of the administrative body and better ensures that its decisions are carried out of the party's own free will.

The decisions issued in these matters evince a distinct trend and display perceptible qualitative changes increasingly marked in the present stages of the agricultural reconstruction proceeding in this country. The trend consists in the taking into account of the party's interests to an ever-growing extent, simultaneously bringing this into harmony with the public interest, by means of one-sided acts combined with an ever larger co-operation of the party concerned in the formation of administrative decisions.

The form of action — described herein — by means of an administrative decision initiated by the party concerned, mainly with reference to economically weak and neglected farms, shows how the formative role of the law within the State control of agriculture can

be perfected also by improving the manner in which the law is implemented.

It follows that a better legislative technique, codification, systematization of regulations etc., are not the only ways of increasing the role played by the law and of its improvement.

CONCLUSIONS

The legal measures discussed in the present paper evince a radical change in the treatment by the State of the basic and indispensable means of agricultural production i.e. land. They emphasize the socio-economic purpose of land as all-national wealth, and indirectly impose specific duties on the farm owners.

It is worth noting that the legal interference by the State into the manner of land utilization has been practised for a long time in many European countries. For instance, in England for the last 20 years there has been a legally enforceable duty fully to cultivate land and to use the technique of field-crop production, sanctions including a compulsory purchase of land. The Agricultural Code in France, in force since 1955, introduced similar principles.

The legal measures discussed herein enable the State actually to interfere in case of a flagrant neglect by the farmer of his duties. This very possibility becomes a strong impulse to undertake remedial measures in order to improve an economically weak farm.

And this is the very idea behind the said legal measure. The point is predominantly to utilize all the land more efficiently and more economically, to arouse interest in the intensification of production, and not to accelerate the process of giving up farms.

The compulsory purchase is merely an extreme measure, applied when all the remedial measures have failed.

The legal protection of the basic object in agricultural production, i.e. land, is a preventive measure against waste, and it promotes good husbandry.

The farmers who — in spite of their good will and technical means — can no longer cope with the hard work on their farms due to old age or lack of successors, are given legal facilities of ceding their real estates to the State in return for pensions. The point is to prevent such farms from deteriorating, and to encourage such farmers to take an early decision to cede the land in return for a pension and other compensations.

However, let us conclude by pointing to the fact that the appearance of farms without successors, economically weak and burdened with debts, is a structural phenomenon. Its causes are — to a large extent — objective. In the generally favourable conditions prevailing in agriculture in People's Poland, they are a relatively stable phenomenon. The appearance of such farms should be considered one of the first symptoms of the process which in the future will finally bring about an organization of the agricultural production different from the one prevailing in this country today.

NOTES CRITIQUES * NOTES

Marian Błażejczyk, *Ochrona prawna gruntów rolnych* [La protection juridique des fonds ruraux], Warszawa 1967, PWN, 433 pages.

C'est un truisme de dire que la terre est le moyen fondamental de production dans l'agriculture. De nos jours, il devient évident pour un nombre toujours croissant de pays industriels que la superficie des fonds ruraux diminue constamment. L'intensification de la production agricole n'arrive pas toujours à compenser ces pertes d'autant plus sensibles qu'elles sont accompagnées, en règle générale, de l'accroissement de la population. Il semble qu'à l'avenir, alors même que les progrès des sciences naturelles rendraient possible la culture des plantes sans sol (méthodes hydroponiques, exploitation de la flore maritime), la terre conservera son rôle prépondérant dans la production des produits alimentaires. Aussi, dans de nombreux pays, la protection des fonds ruraux ainsi que l'exploitation économe et opportune de ces fonds représentent-elles des questions de haute importance.

En Pologne qui, dans la première moitié du XX^e siècle était un pays essentiellement agricole, ce problème est nouveau. Au cours des vingt dernières années, l'industrialisation et l'urbanisation — processus propres à l'édification du socialisme — ont fait réduire la surface des fonds ruraux, qui va sans doute diminuer encore. Comme la population a augmenté, on compte 0,64 ha de fonds par habitant, tandis qu'en 1946, ce chiffre a été de 0,85 ha. Bien que le problème ne soit pas aussi aigu que dans certains pays d'Europe occidentale on ne saurait le sous-estimer, même si l'on tient compte du niveau plus élevé de la production agricole (en Pologne Populaire la production agricole globale a augmenté de près de 50%, par rapport à l'avant-guerre). Cette situation implique la nécessité des recherches concernant la protection des fonds ruraux et l'emploi des mesures agrotechniques et juridiques adéquates à ce but, envisagées non seulement dans l'optique du présent, mais aussi dans celle de l'avenir.

C'est le point de départ d'une vaste étude de Marian Błażejczyk, qui a traité le sujet d'une façon très complète. L'auteur distingue et classe les différents phénomènes qu'il faut prévenir ou combattre, du fait qu'ils menacent les fonds ruraux. Certains phénomènes sont de caractère quantitatif, c'est-à-dire qu'ils provoquent directement une diminution de la surface des fonds ruraux qui sont désaffectés et destinés à d'autres fins, telles que la construction d'usines, de quartiers d'habitation ou de voies de communication. D'autres phénomènes sont de caractère qualitatif, car ils font baisser la fertilité des terres qui, bien que toujours affectées à la production agricole, deviennent moins utiles. Les facteurs classés dans le second groupe sont très variés: éro-

sion du sol par l'effet de l'action de l'eau ou du vent, dégradation du sol par les substances nocives émanées par les établissements industriels (poussières, gaz) et, enfin, détérioration de la qualité des sols à la suite d'une culture défectueuse. Par conséquent, les mesures juridiques destinées à protéger les fonds ruraux doivent être différenciées.

L'auteur consacre beaucoup d'attention à la protection quantitative (pp. 96 - 200). Cette protection dépend, dans une mesure prépondérante, des organes de l'État qui établissent les plans d'aménagement du territoire, car ces plans sont décisifs pour la localisation de nouveaux établissements industriels ou autres investissements. Jusqu'en 1966, la législation polonaise sur l'aménagement du territoire (loi du 31 janvier 1961 et les actes édictés en vertu de cette loi) ne protégeait pas suffisamment les fonds ruraux contre leur désaffectation. C'est seulement un arrêté du Conseil des ministres du 12 juillet 1966 (Moniteur Polonais, n° 40, texte 200) qui a restreint la faculté d'une telle désaffectation et, de plus, a établi le principe selon lequel une entreprise ou une institution qui a acquis des fonds ruraux à des fins non agricoles, est tenue de verser au Fisc une taxe annuelle pour la jouissance de ces fonds, indépendamment des frais qu'elle couvre de l'acquisition ou de l'expropriation desdits fonds. L'auteur estime que cet arrêté représente un progrès notable, mais il doute que cette mesure soit suffisante pour la protection des fonds. La question est discutable, car seul l'avenir montrera si cette mesure économique est efficace.

Le chapitre consacré à la protection des sols contre l'érosion est également important (pp. 201 - 294). L'auteur énumère ici les mesures techniques et juridiques affectées à ce but. Elles peuvent consister soit en prohibition de certaines actions (p. ex. la prohibition de labourer les versants des collines ravagées par l'eau), soit en obligation d'exploiter le fonds d'une façon déterminée (p. ex. l'obligation de boiser les fonds menacés d'érosion) soit, enfin, en mesures techniques déterminées (p. ex. la régulation des cours d'eau).

Les mesures juridiques susmentionnées relèvent du droit administratif. En Pologne, ce droit règle également, dans une certaine mesure, la protection des sols contre la dégradation par les substances nocives, bien que les dispositions applicables concernent directement la protection de l'air atmosphérique (loi du 21 avril 1966) ou se trouvent dans la loi sur l'exploitation des eaux (loi du 30 mai 1962). En vertu de cette législation des sanctions peuvent être prononcées contre les entreprises qui polluent l'eau ou l'air atmosphérique par des substances chimiques lesquelles, à leur tour, infectent le sol. Mais les dispositions de droit civil sont applicables, elles aussi, dans ces cas. En effet, en vertu de l'art. 144 du Code civil, le propriétaire d'un immeuble doit s'abstenir des actes qui troubleraient la jouissance des immeubles voisins au-delà de la moyenne mesure, telle qu'elle résulte de la destination socio-économique de l'immeuble et des rapports locaux. Par conséquent, la jurisprudence, s'appuyant également sur les dispositions concernant les actes illicites, accorde le droit à une réparation au propriétaire d'un immeuble rural qui a subi des dommages dans les ensemencements à la suite de l'action des substances nocives émanées par un établissement industriel.

Un terrain de rencontre du droit administratif et du droit civil est également celui de l'action dirigée contre la détérioration de la qualité des sols à la suite d'une culture défectueuse par le propriétaire (p. 352 - 376). L'auteur propose que des sanctions administratives frappent le propriétaire afin de l'inciter à une culture convenable du fonds. Il y a lieu cependant de douter de l'oppor-

tunité d'une telle mesure. Plus judicieuse semble la solution acceptée par la loi du 24 janvier 1968, publiée après la parution de l'ouvrage analysé, en vertu de laquelle les fonds négligés par le propriétaire peuvent être obligatoirement vendus aux enchères ou rachetés par l'État, en vertu d'une décision du présidium du conseil populaire d'arrondissement.

Il faut ajouter qu'en Pologne où la majorité des fonds ruraux appartiennent à des exploitants individuels, la protection de ces fonds pose des problèmes plus difficiles que là où la production agricole est entièrement collectivisée. Mais l'auteur constate à juste titre que ce fait n'est pas un obstacle essentiel, car en vertu des principes de notre système la propriété ne comporte pas seulement des droits, mais aussi des devoirs déterminés.

L'auteur arrive à la conclusion que la protection des fonds ruraux en Pologne est insuffisante, et propose qu'une loi spéciale règle cette question d'une façon générale. Le lecteur cependant ne manquera pas d'observer qu'il serait très difficile d'édicter une telle loi, car le problème est extrêmement complexe. Il semble que la protection des fonds ruraux devrait être réalisée plutôt au moyen de diverses lois fondées sur des principes uniformes et sur une idée directrice commune.

L'analyse de quelques questions sélectionnées ne donne pas une image suffisante du riche contenu de l'ouvrage de M. Błażejczyk, qui montre une excellente connaissance de la matière traitée, tient compte d'un grand nombre de publications polonaises et étrangères et contient d'abondants matériaux de droit comparé. C'est un livre de valeur, très utile pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes actuels du droit rural contemporain.

Józef St. Piąkowski

Franciszek Longchamps, *Współczesne kierunki w nauce prawa administracyjnego na Zachodzie Europy* [Les orientations contemporaines de la science du droit administratif en Europe occidentale], Warszawa 1968, Ossolineum, 312 pages.

La théorie contemporaine du droit administratif polonais se caractérise nettement par trois traits spécifiques.

Le premier trait caractéristique consiste en ce que cette branche du droit, aussi bien que la théorie du droit administratif sont considérées comme une partie d'une culture sociale uniforme. Le deuxième trait, c'est la tendance à ne pas se rattacher à des conceptions théoriques qui n'ont plus qu'une valeur historique, ainsi que le souci d'élaborer des constructions correspondant aux conditions actuelles de la vie sociale de même que des institutions propres à une société qui approche le XXI^e siècle. Le troisième trait, enfin, c'est le rejet de l'exclusivité des considérations formelles et dogmatiques dans la construction de nouvelles institutions juridiques, ce qui permet d'apporter à ces constructions des éléments précisant le rôle social et l'utilité fonctionnelle de nouvelles formules générales.

Pour mener des travaux théoriques de ce genre, les instruments de recherche, jugés suffisants il y a une dizaine d'années encore, ne pouvaient plus satisfaire. Parmi les nouveaux instruments il y en a deux qui méritent particulièrement notre attention. Premièrement c'est le rattachement des problèmes

de la théorie du droit administratif à la science administrative et, deuxièmement, c'est une extension notable des travaux de droit comparé.

L'ouvrage de F. Longchamps, professeur à l'Université de Wrocław, décédé en mai 1969, peut être considéré d'un côté — lorsqu'il s'agit de l'actualité et de l'étendue des problèmes — comme une étude caractéristique du style de la doctrine polonaise du droit administratif; de l'autre côté, il offre des bases à l'évolution de cette théorie, fournissant à celle-ci des informations sur la doctrine du droit administratif en Europe occidentale. Il faut souligner à ce propos que l'intérêt porté par des savants polonais aux études comparatistes se concentre sur le droit des États socialistes. Néanmoins, afin de pouvoir apprécier les acquis de ce droit il est utile de le confronter avec les conceptions de la doctrine de l'Europe occidentale. Le point de départ de l'ouvrage en question consistait justement à fournir des éléments pour cette confrontation. Cependant, il ne s'agit point d'une description pure et simple et, d'ailleurs, l'ouvrage n'est pas une étude sur le droit comparé. C'est un exposé synthétique des principaux courants caractéristiques à la doctrine contemporaine et, à cet égard, des résumés seraient non seulement inutiles mais inconcevables.

Pour cette raison l'auteur se décida à une double limitation de son sujet. Premièrement, il se borna à des courants principaux, soit à ceux qui avaient le plus nettement déterminées les constructions contemporaines de la doctrine du droit administratif en Europe occidentale. Deuxièmement, il exposa cette doctrine dans chacun des sept pays traités (France, Belgique, République Fédérale de l'Allemagne, Autriche, Suisse, Italie et Angleterre) dans le cadre des six problèmes fondamentaux suivants: 1° l'objet et la disposition interne du droit administratif, 2° les opinions sur les sources du droit administratif, 3° les conceptions concernant l'organisation de l'administration, 4° la situation juridique des sujets à un rapport de droit administratif, 5° le contrôle des activités de l'administration et 6° la signification de la doctrine du droit administratif dans un pays donné. L'auteur récapitule ses considérations par des conclusions générales, en caractérisant les points de départ des travaux de recherche, tels que le positivisme traditionnel, le positivisme révisé, le néo-normativisme et le pragmatisme.

La manière synthétique dont ces problèmes sont traités nous empêche de résumer les opinions de l'auteur. Le fait que l'auteur a renoncé aux résumés en une langue étrangère quelconque prouve qu'un tel résumé est impossible. Il convient de constater que l'auteur montra une érudition rare même à l'échelle européenne. En effet, non seulement il ne laissa de côté aucune étude importante qui ait paru dans les sept pays de l'Europe occidentale au cours des dix dernières années, mais sut encore présenter ces études sur le fond de la doctrine de l'Europe centrale et orientale. Son ouvrage couvre des zones linguistiques et culturelles d'une étendue exceptionnelle.

Toutefois la propagation de l'ouvrage n'atteindra sans doute pas un degré qui correspondrait à sa valeur, à cause de la connaissance très restreinte de la langue polonaise dans le monde. Néanmoins, il présente une grande importance pour les publications scientifiques polonaises. Il s'agit en effet d'un travail qui, montrant la diversité des conceptions de la doctrine occidentale et de leurs motivations, démontre l'inexactitude de la tendance parfois rencontrée à considérer la doctrine occidentale comme un monolithe et, par cela même, l'inexactitude des opinions qui confèrent un rang dominant à tel ou tel autre point de vue. D'autre part, l'ouvrage comporte des arguments permettant de démon-

trer le caractère erroné des opinions de certains savants qui attribuent à telle ou telle école le monopole des conceptions qui se seraient implantées ensuite sur d'autres terrains. L'ouvrage donne des arguments en faveur d'une thèse contraire d'après laquelle les réalisations de la théorie de l'administration sont le fruit de la confrontation de nombreuses opinions dont chacune a une part dans la formation de la culture de l'humanité.

L'ouvrage de F. Longchamps n'a pas été édité en Pologne pour faciliter à la doctrine polonaise la réception des réalisations de la théorie contemporaine du droit administratif en Europe occidentale. Ici les théoriciens polonais peuvent prétendre avec une certaine fierté qu'ils ne se considèrent pas faibles au point de ne pas pouvoir édifier leurs propres conceptions conformes aux tâches et aux conditions du fonctionnement de l'administration dans leur pays. Il n'en reste pas moins qu'on ne peut ignorer les opinions des autres ni minimiser les réalisations étrangères. En outre, la Pologne, pays socialiste, coexiste avec des pays à systèmes différents et la coexistence implique un dialogue et des échanges sur le plan économique, culturel et scientifique. Mais il est impossible de poursuivre un dialogue sans se connaître réciproquement. Comme l'auteur le souligna à la fin de son étude, il cherchait à servir l'idée même d'un tel dialogue. Il est certain que l'ultime ouvrage du grand savant et humaniste polonais a bien servi ce but.

Jerzy Starościak

Jerzy Starościak, *Wprowadzenie do prawa administracyjnego europejskich państw socjalistycznych* [Introduction au droit administratif des pays socialistes d'Europe], Warszawa 1968, PWN, 354 pages.

Dans les études comparatistes de la science du droit administratif deux monographies récentes méritent particulièrement l'attention: celle de J. Starościak *Introduction au droit administratif des pays socialistes d'Europe* et celle de F. Longchamps *Les orientations contemporaines de la science du droit administratif en Europe occidentale*.

Dans son ouvrage J. Starościak montre le rôle du droit administratif dans la direction des processus économiques fondamentaux et dans la satisfaction des besoins culturels essentiels dans les pays socialistes. Au début de son ouvrage l'auteur expose, comme c'est la coutume de le faire dans les études de ce genre, les problèmes qui préoccupent à présent la science du droit administratif «en tant qu'interprète des institutions contemporaines de ce droit et comme moyen de connaître les voies de l'évolution de ces institutions» (p. 6).

Dans la science soviétique, la nouvelle conception du droit administratif s'élaborait dès le début à partir du principe de la conjonction de la théorie et de la pratique. L'évolution en ce sens du droit administratif a été adoptée par les nouveaux pays de démocratie populaire, bien que cette évolution ne fût pas toujours et partout régulière et qu'elle ne se fît pas opérée dès le début sans entraves. L'auteur cite les causes principales des difficultés que l'évolution de la science du droit administratif avait rencontrées à l'origine (p. 21 et suiv.) pour montrer ensuite l'épanouissement de cette science dans le climat de la renouveau générale de la vie politique et sociale après le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Les recherches portent depuis sur des

problèmes variés en utilisant des méthodes différenciées. Bien que les différentes écoles aient parfois des points de vue différents, elles n'en ont pas moins des traits communs propres à la science du droit socialiste. Dans un intéressant exposé l'auteur analyse les éléments originaux de cette science: la déformalisation des disciplines juridiques, l'étude intégrée des questions juridiques, l'intérêt accru pour les travaux de droit comparé, etc. Pour terminer cette première partie l'auteur présente d'une manière assez complète les sujets abordés par les chercheurs durant les dix dernières années dans les différents pays socialistes.

Le chapitre II est consacré à l'étude des systèmes existant de droit administratif dans les pays socialistes et du style de la législation administrative, cette étude étant divisée en plusieurs périodes de développement (avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, les années 1945 - 1947, la renouveau du droit administratif, l'évolution présente de ce droit). D'autre part, l'auteur développe dans ce chapitre d'intéressantes considérations concernant l'organisation du processus législatif sur le fond des principes généraux de droit administratif, qui sont de plus en plus nets dans les pays socialistes.

Les matières les plus abondantes sur le système socialiste de droit administratif se trouvent dans le chapitre III, intitulé «Institutions du système administratif». L'auteur déclare avec raison que «l'organisation de l'administration est un résultat logique des tâches que l'appareil administratif a à accomplir, ainsi que des conditions dans lesquelles cet appareil doit fonctionner». Pour cette raison il fait avancer au premier plan quelques principes de système politique et notamment le centralisme démocratique dans son aspect fonctionnel et organisationnel, qui exerce une influence décisive sur l'organisation de l'administration dans les pays socialistes, bien que quelques-uns de ces pays montrent quelques particularités à cet égard (cela est vrai notamment pour les pays européens où l'édification du socialisme a commencé après la Seconde Guerre mondiale). Ces particularités ont leur origine dans le modèle dit dualiste de l'administration dans la première période de l'organisation de celle-ci. Les changements intervenus sont décrits d'une façon complète dans le même chapitre.

En exposant les conceptions actuelles de l'administration sur le plan du système politique et de l'organisation, l'auteur met l'accent sur la décentralisation qui à l'heure actuelle, après la centralisation excessive des années 1948 - 1954, devient un important instrument juridique du développement de la démocratie dans le système de centralisme démocratique. En ce qui concerne les conseils populaires, la décentralisation signifie le renforcement de l'autonomie des conseils et de leurs organes. Cette autonomie a été légalement garantie par la fixation des compétences des conseils populaires pris dans leur ensemble ainsi que de différents échelons des conseils, et aussi par la détermination des fonctions de contrôle attribuées aux organes centraux (organes de degré supérieur). En effet, la détermination précise de l'étendue et de l'efficacité du contrôle est décisive pour l'équilibre du centralisme démocratique dans son application pratique. L'auteur donne à ce propos de nombreux exemples de la solution de ce problème suivant les conceptions adoptées par les différents pays socialistes. Le chapitre se termine par des considérations sur le concept de l'autogestion des sociétés socialistes. C'est un concept élaboré par la science du droit et J. Starościak en est l'un des auteurs. Il signale toutefois que dans la littérature juridique de différents pays socialistes la notion de l'autogestion

n'a pas toujours la même étendue (l'auteur nous en informe amplement, pages 150 - 195).

Le facteur qui décide du fonctionnement pratique d'un système donné de l'organisation administrative c'est l'élément humain, ce sont les cadres. Un chapitre spécial, le chapitre IV, est consacré aux problèmes de la position juridique des fonctionnaires de l'administration dans le système de la double subordination, de l'influence des syndicats professionnels sur la formation de cette position, du caractère complexe du rapport du travail des employés de l'administration, de la formation professionnelle et du perfectionnement de ces employés, et enfin de la responsabilité disciplinaire de ces employés.

Le titre du chapitre V, «Institutions de la procédure administrative», attire particulièrement l'attention du lecteur. Avant de développer le sujet, c'est-à-dire l'évolution et le système actuel des procédures administratives, l'auteur initie avec compétence le lecteur à la théorie des formes juridiques du fonctionnement de l'administration. Il estime, en effet, à juste titre qu'en dehors de la procédure administrative proprement dite, apparaissent et sont utilisées de nouvelles formes d'activité de l'administration, formes adéquates aux nouvelles tâches et au rôle nouveau de l'administration socialiste aux différentes étapes de son évolution. L'auteur mentionne comme les formes les plus importantes les activités bénévoles d'organisation, les contrats administratifs, les actes de direction économique, les accords et les activités dites complexes. Passant aux institutions de la procédure administrative dans les pays socialistes qui ont une riche tradition dans ce domaine, l'auteur énumère les solutions nouvelles qui correspondent aux régimes nouveaux, et notamment la conservation de l'intérêt social et de l'intérêt individuel au cours des activités administratives, l'organisation d'un contrôle populaire de la procédure, la stabilité de la décision administrative. Outre la procédure administrative générale, l'auteur analyse également les problèmes généraux dans la procédure de contrainte dans l'administration et de la procédure de répression administrative.

Les fonctions de contrôle dans l'État socialiste sont étudiées au chapitre VI. L'extension et la différenciation des tâches de l'administration dans l'État socialiste reste en fonction d'un système développé d'un contrôle efficace. Sur ce fond l'auteur expose l'institution du contrôle dans les différents États socialistes (contrôle populaire, contrôle d'État, contrôle ministériel, contrôle de ministère public, contrôle d'arbitrage, contrôle judiciaire, hiérarchique).

Pour les pays socialistes qui adoptent le système de l'économie planifiée, l'élaboration des formes et des institutions juridiques de gestion de l'économie nationale est une question capitale. Le chapitre VII de l'ouvrage est consacré à cette problématique. L'auteur distingue trois périodes fondamentales dans lesquelles les méthodes et les formes de gestion étaient différentes, adaptées aux conditions propres à l'époque déterminée. La première période (1947 - 1955) se caractérise par la gestion centralisée de l'économie. La deuxième période se distingue par un élargissement de l'autonomie des entreprises et par une extension de la participation du personnel à la gestion de l'entreprise, avec garanties légales appropriées. La troisième période, qui commence en 1964/1965, se caractérise par la limitation de la méthode dite des indices directifs qui est remplacée par un système des conditions économiques de la rentabilité de la production. Les méthodes de préparation du plan et les conditions de la force obligatoire des plans se modifient elles aussi. Cette période connaît également un véritable épanouissement des publications juridiques portant sur la situa-

tion juridique des entreprises, constamment à l'égard des organes supérieurs, sur les problèmes de coordination, etc.

Dans ce chapitre, comme dans les précédents, l'auteur expose de multiples problèmes juridiques qui se posent notamment à propos des solutions différentes adoptées par les divers pays socialistes. Dans un bref compte rendu il est impossible de signaler même ces problèmes.

Tadeusz Kuta

Marian Błażejczyk, Apoloniusz Kostecki, Waldemar Michna, *Zagadnienia prawne między kółkowych baz maszynowych* [Legal Questions of Inter-circle Agricultural Machines Centres]. Warszawa 1968, Wydawnictwo Prawnicze, 222 pages.

It is a collective work contributed by an economist and two lawyers one of whom is a specialist in agricultural law and the other in financial law. The cooperation of the three authors each of whom examines the problem from another viewpoint proved very useful and fruitful.

The subject itself played certainly an important role here. It deals with agricultural machines centres owned collectively by several agricultural circles and hence called inter-circle agricultural machines centres. It is quite a new organizational unit that has no counterpart among agricultural organizations in Poland. A full understanding of the function of the centres in question is possible only when one knows the needs which prompted their creation. The economic part of the work (contributed by W. Michna) deals with the problems of mechanization of agriculture against the background of the specific agrarian structure, in Poland still based on private farms whose land is often divided into small strips. These farms are usually unable to bring in mechanization on their own. Hence came the idea to set up agricultural circles as social organizations rendering necessary services to private farmers. The experience of recent years has proved however that agricultural circles (acting usually within one village only) are too weak to use effectively the machinery or provide adequate repair services. Besides, they often suffered from the shortage of skilled tractor drivers. So, it was decided to use machines from several circles by one larger body, an inter-circle machines centre.

The centres are called into being on two basic organizational-legal principles: either they are set up at a leading agricultural circle which supervises then the machinery under its control and the finances, or the centre is affiliated to one of the State Agricultural Machines Centres (but has its own bank account). M. Błażejczyk, the author of the juridical part of the work, reviews the experience of the first period of the centres' operation (from the organizational point of view). He has collected interesting materials showing the actual relationships between the managing bodies of inter-circle centres and the organs of social control. The latter are so-called councils of users which represent the interests of peasants to whom the centres lend their machinery. He also examines legal and organizational solutions used in practice.

Financial and legal problems are another aspect of the centres. These problems are arising because agricultural circles are recipients of the Agricultural Development Fund set up to promote mechanization of farming. The

State allocates to that purpose a large amount of 4,000 million zlotys every year. Inter-circle centres get their annual share from the Fund on the strength of resolutions adopted at general meetings of several agricultural circles which have joined their machine pool to set up an inter-circle centre. The procedure generates many problems both of organizational and legal nature. They are discussed by the third author, A. Kostecki. He speaks of the sources from which the work of the centres is financed (exploitation and investments), pointing, among other things, to the importance of the so-called anticipatory credits granted by the Agricultural Bank on account of future revenues from the Agricultural Development Fund.

The authors do not confine their work to a description of the mechanism under which inter-circle agricultural machines centres are operating. They also suggest a number of proposals to improve in practice the work of the centres. So, it is a valuable study which permits to get to know new forms of organization of services for farmers in Poland. Summaries are in Russian and German.

Andrzej Stelmachowski

POLISH LEGAL BIBLIOGRAPHY
(1955 - 1969)

prepared by Jerzy Jodlowski

Professor of Law of the University of Warsaw

The present bibliography includes works by Polish authors published in English in 1955 - 1969 in the domain of legal sciences, political sciences, history of law and political doctrines. *

ABBREVIATIONS

- DPC — Droit Polonais Contemporain (published by the Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences)
PWA — Polish Western Affairs (published by the Western Institute, Poznań)
PRT — Polish Round Table (published by the Polish Association of Political Sciences)
PYIL — The Polish Yearbook of International Law (published by the Polish Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences and Polish Branch of International Law Association)

THEORY OF LAW. PUBLIC LAW. POLITICAL SCIENCES

- Bar L.: *The Legal Regulation of the Non-socialized Economy*, DPC, 1966, No. 6, pp. 36 - 47.
Bierzanek R., Gwiżdż A.: *Parliamentary Control over the Administration in Poland*, PRT, Vol. I, 1967, pp. 145 - 170.
Borucka-Arctowa M.: *Legalism vs. Conformity and Opportunism*, PRT, Vol. I, 1967, pp. 131 - 144.
Borucka-Arctowa M.: *Sociology and the Contemporary Concepts of the Laws of Nature and the Rights of Man*, PRT, Vol. TT, 1968, pp. 57 - 68.
Borucka-Arctowa M.: *The Problem of Evaluation in Legal Sciences*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. II, 1969, pp. 7 - 16.
Brzeziński W.: *The Legal Problems of Town-Planning*, Revue Internationale des Sciences Administratives, Bruxelles, Vol. XXX, 1964, No. 1, pp. 55 - 60.
Burda A.: *The Function of the Permanent Parliamentary Commissions in the Legislative Process in the Polish People's Republic*, DPC, 1965, No. 5, pp. 18 - 24.

* The author is indebted to Mr. Tadeusz Ereciński, Assistant at the Faculty of Law of the University of Warsaw, for his help in compilation of this bibliography.

- Constitution of the Polish People's Republic*. With an Introduction by A. Burda, Polonia Publishing House, Warsaw 1964, pp. 85.
- Dawidowicz W.: *Administrative Procedure. Remarks Concerning Some Institutions*, *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Bruxelles, Vol. XXX, 1964, No. 1, pp. 7 - 12.
- Ehrlich S.: *On the So-called Legal Dogmatics, Sociology of Law and Political Science*, PRT, Vol. I, 1967, pp. 113 - 130.
- Ehrlich S.: *Functional or Consultative Representation in the West*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 19 - 28.
- Goryński J.: *Housing Policy in Poland*, in *Social and Political Transformations in Poland*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1964, pp. 99-113.
- Gwiżdż A.: *Interpellations*, Constitutional and Parliamentary Information, 1963, No. 1.
- Gwiżdż A.: *Current Problems of Poland's Parliamentary System*, Inter-Parliamentary Bulletin, 1965, No. 2.
- Gwiżdż A.: *The State System of the Polish People's Republic*, Polonia Publishing House, Warsaw 1966.
- Gwiżdż A., Bierzanek R.: *Parliamentary Control over the Administration in Poland* (see Bierzanek R., Gwiżdż A.).
- Gwiżdż A., Leśnodorski B., Rozmaryn S.: *The Polish Diet*, Arkady, Warszawa 1959, pp. 124.
- Iserzon E.: *Public Administration. Administrative Law. Economic Law*, *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Bruxelles, 1960, No. 1, p. 41.
- Kawalec W.: *The Principles of Local Planning*, *Revue International des Sciences Administratives*, Bruxelles, Vol. XXX, 1964, No. 1, pp. 41 - 46.
- Łopuski J.: *The Principles and Characteristic Features of the Polish Maritime Code*, in *The Polish Maritime Code*, Wydawnictwo Morskie, Gdynia 1964, pp. 11 - 25.
- Opalek K.: *The Leon Petrażycki Theory of Law*, Theory — Swedish Journal of Philosophy and Psychology, Vol. XXVII, 1961, pp. 129 - 150.
- Opalek K.: *The Rule of Law and Natural Law*, in *Festkrift tillägnad Karl Olivecrona*, Stockholm 1964, pp. 497 - 507.
- Opalek K.: *The General Science of Law, Many Approaches and Their History*, *Organon*, Vol. III, 1966, pp. 79 - 94.
- Opalek K.: *The Restrictions Brought to Individual Rights and Liberties by the Law*, in *Rapports polonais présentés au VII Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 206 - 222.
- Opalek K.: *The Peculiarities of the Study of Law and the Question of Integration*, *Archivum Iuridicum Cracoviense*, Vol. I, 1968, pp. 7 - 22.
- Opalek K.: *Slate and Law: an Attempt at Integration of the Juristic with the Sociological Approach*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 87 - 96.
- Opalek K.: *The Problem of Directive Meaning*, in *Festkrift til Professor Dr Jur. et Phil. Alf Ross*, Kobenhavn 1969, pp. 405 - 422.
- Opalek K.: *The Motivational Operation of the Law*, *Archivum Iuridicum Cracoviense*, Vol. II, 1969, pp. 29 - 45.
- Opalek K.: *The Complexity of Law and of the Methods of its Study*, *Scientia, Rivista Internazionale di Scienze Scientifiche*, Vol. CIV, 1969, No. DCLXXXV/VI, pp. 1 - 13.
- Opalek K.: *Some Problems of the Theory of Norms*, *Logique et Analyse*, 1969, pp. 84 - 108.

- Opalek K., Wróblewski J.: *Some Problems of the Contemporary Natural Law Doctrines in USA*, Co-existence, Vol. IV, 1967, pp. 187 - 197.
- Opalek K., Wróblewski J.: *Axiology: Dilemma Between Legal Positivism and Natural Law*, österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht, Vol. XVIII, 1968, pp. 353 - 365.
- Peczenik A.: *The Concept of Rights*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. II, 1969, pp. 47 - 59.
- The Polish Maritime Code*, translated by J. Łopuski and J. Adamski, Wydawnictwo Morskie, Gdynia 1964, pp. 296.
- Rozmaryn S.: *The Sejm and People's Councils in Poland*, Polonia Publishing House, Warsaw 1958, pp. 154.
- Rozmaryn S.: *Parliamentary Control of Administrative Activities in the Polish People's Republic*, Political Studies Oxford, Vol. VII, 1959, No. 1.
- Rozmaryn S.: *Parliamentary Control of Administrative Activities in the Polish People's Republic*, Political Studies, Oxford, Vol. VII, No. 1, pp. 70.
- Rybicki Z.: *Constitutional Problems of Workers' Self-Government*, in *Social and Political Transformations in Poland*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1964, pp. 193 - 219.
- Rybicki Z.: *Political Aspects of the Operation of Economic Organizations in the Socialist Countries*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 5 - 17.
- Ryszka F.: *The Principle of Leadership in the Legislative of the Nazi Third Reich*, PWA, Vol. III, 1962, No. 2, pp. 261 - 293.
- Seidler G. L.: *The Teaching of Law and Its Relation to Political Science and Economics*, in *Rapports polonais présentés au VII^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 282 - 287.
- Skubiszewski K.: *The Validity of Treaties in Polish Municipal Law*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1962, pp. 109 - 123.
- Sobolewski M.: *Notes on the Character of State Power*, PRT, 1968, Vol. II, pp. 35 - 44.
- Starościak J.: *Administrative Law and Sciences in the European Socialist Countries*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 29 - 33.
- Studnicki F.: *The Current Role of the Maxim "Ignorance of the Law Is No Excuse"*, in *Rapports polonais présentés au VII^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 325 - 342.
- Studnicki F.: *Some Applications of Communication Theory to the Sphere of Law*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. I, 1968, pp. 25 - 32.
- Studnicki F.: *Traffic Signs*, Semiotica, Paris 1969.
- Wieczorek J.: *The Development of Local Administration*, Revue Internationale des Sciences Administratives, Bruxelles, Vol. XXX, 1964, No. 1, pp. 31 - 34.
- Wróblewski J.: *The Relativity of Juridical Concepts*, Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht, 1960, No. 2, pp. 270 - 282.
- Wróblewski J.: *Recent History of Teaching Logic to Lawyers in Poland*, Modern Uses of Logic in Law, 60 D, 1960, pp. 131 - 132.
- Wróblewski J.: *The General Principles of Law*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1962, pp. 218 - 234.
- Wróblewski J.: *Teaching in the Polish Law School*, Northwestern University Law Review, 1962, No. 1, pp. 53 - 60.

- Wróblewski J.: *Semantic Basis of the Theory of Legal Interpretation*, Logique et Analyse, 1963, No. 21/24, pp. 397 - 416 and in *La théorie de l'argumentation. Perspectives et applications*, Louvain—Paris 1964, pp. 397 - 416.
- Wróblewski J.: *The Problem of the Meaning of the Legal Norm*, Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht, 1964, No. 3/4, pp. 253 - 266.
- Wróblewski J.: *Law and Liberty in the Egological Theory of Law*, österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht, 1966, No. 1/2, pp. 1 - 26.
- Wróblewski J.: *The Contribution of Natural Law to Positive Law*, in *Rapports polonais présentés au VII Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 440 - 467.
- Wróblewski J.: *Normativity of Legal Science*, Logique et Analyse, 1966, No. 33, pp. 60 - 77 and in *Études de logique juridique*, Bruxelles 1966, pp. 60 - 77.
- Wróblewski J.: *Legal Norm as the Object of Legal Sciences*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. II, 1969, pp. 19 - 27.
- Wróblewski J.: *Legal Reasoning in Legal Interpretation*, Logique et Analyse, 1969.
- Wróblewski J., Opalek K.: *Some Problems of the Contemporary Natural Law Doctrines in the USA* (see Opalek, Wróblewski).
- Wróblewski J., Opalek K.: *Axiology: Dilemma Between Legal Positivism and Natural Law* (see Opalek, Wróblewski).
- Zakrzewski W.: *Does Supremacy of the Executive Exist in the Polish People's Republic*, in *Rapports polonais présentés au VII Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 468 - 486.
- Zakrzewski W.: *The Mechanism of Popular Activity in the Exercise of State Authority in People's Poland*, in *Representation*, Edited by Pennock and Chapman, New York 1968, pp. 259 - 278.
- Zakrzewski W.: *Concerning Representatives' Mandate*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. II, 1969, pp. 133 - 145.
- Zawadzki S.: *Decentralization and the Democratic Development of the People's Councils in Poland*, in *Social and Political Transformation in Poland*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1964, pp. 161 - 191.
- Zawadzki S.: *The Origin and the Idea of the Concept of a "Welfare State"*, PWA, Vol. VI, 1965, No. 2, pp. 233 - 266.
- Zawadzki S.: *Some Aspects of the West German Doctrine of a "Social Legal State"*, PWA, Vol. VII, 1966, No. 1, pp. 20 - 47.
- Zawadzki S.: *The International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the Constitution of European Countries*, PWA, Vol. VIII, 1967, No. 2, pp. 209 - 219.
- Żychowski M.: *The Studies of Political Sciences in Poland*, PRT, Vol. I, 1967, pp. 91 - 96.

INTERNATIONAL LAW. AIR LAW

- Antonowicz L.: *Definition of State in International Law Doctrine*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 195 - 207.
- Basak A.: *Decisions of the United Nations Organs in the Judgments and Opinions of the International Court of Justice*, Wrocławskie Towarzystwo Naukowe, Wrocław 1969, pp. 180.
- Bierzanek R.: *Legal Principles of Peaceful Co-existence and Their Codification*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 17 - 44.

- Datner Sz.: *Crimes Committed by the Wehrmacht during September Campaign and the Period of Military Government*, PWA, Vol. III, 1962, No. 2, pp. 294 - 338.
- Datner Sz.: *Crimes against Prisoners of War. Responsibility of the Wehrmacht*, Zachodnia Agencja Prasowa, Warsaw 1964, pp. 383+XXXL.
- Dobrowolski S. W.: *The Western Integration. Processes and the Problem of European Security*, PWA, Vol. IX, 1968, No. 1, pp. 104 - 127.
- Gelberg L.: *Problems of Living and Cooperating in one World*, International Relations Quarterly, Kanpur (India), Vol. I, 1958.
- Gelberg L.: *The Problem of the Jurisdiction of the International Court of Justice*, in *Report of the Fifty-first Conference*, Tokyo 1964, International Law Association, pp. 104 - 116.
- Gelberg L.: *Poland's Western Border and Transfer of German Population*, American Journal of International Law, Vol. LIX, 1965, No. 3, pp. 590 - 593.
- Gelberg L.: *Problems of Dual Nationality in the Light of Legislation and Treaties of the Socialist Countries*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 86 - 109.
- Iwanejko M.: *The International Court of Justice*, PWA, Vol. VIII, 1967, No. 2, pp. 220 - 230.
- Iwanejko M.: *The Jurisdiction of the International Court of Justice. The Plea of Inadmissibility*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 164 - 182.
- Iwanejko M.: *"Local or Regional Custom" in the Judicial Practice of the International Court of Justice*, Archivum Iuridicum Cracoviense, Vol. I, 1968, pp. 121 - 128.
- Klaffkowski A.: *The Polish-German Frontier in the System of International Agreements*, PWA, Vol. I, 1960, No. 2, pp. 213 - 245.
- Klaffkowski A.: *The Forms of Recognition of State Frontiers after the Second World War*, PWA, Vol. IV, 1963, No. 2, pp. 203 - 222.
- Klaffkowski A.: *The Potsdam Agreement*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1963, pp. 340 +XIV.
- Klaffkowski A.: *The Prosecution of Nazi Criminals as a Problem of International Law*, PWA, Vol. V, 1964, No. 2, pp. 266 - 274.
- Klaffkowski A.: *The Legal Foundations of Poland's Security*, PWA, Vol. VI, 1965, No. 1, pp. 3-24.
- Klaffkowski A.: *The Polish-German Frontier and Two German States*, PWA, Vol. VII, 1966, No. 1, pp. 109 - 124.
- Kocot K.: *Legal Motivations of the Decision of International Organs*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 239 - 259.
- Lachs M.: *Some Reflections on the Problem of Self-Determination*, Review of Contemporary Law, 1957.
- Lachs M.: *Poland's Quest for European Security*, International Affairs, London, Vol. XXXV, 1959, No. 3.
- Lachs M.: *In Search of Solution*, Polish Perspectives, Warsaw, 1959, No. 8/9.
- Lachs M.: *Recognition and Modern Methods of International Cooperation*, British Yearbook of International Law, Vol. XXXV, 1959.
- Lachs M.: *The Law in and of the United Nations*, The Indian Journal of International Law, Vol. I, 1961, No. 4.
- Lachs M.: *The Functions and Role of International Law in the World of Today*, Inaugural lecture delivered at the opening of the Academic Year (1961/62) in the University of Warsaw, Yearbook of the University of Warsaw, 1962, and Polish Perspectives, Warsaw, 1962, No. 1.

- Lachs M.: *Outer Space and Peaceful Coexistence*, Polish Perspectives Warsaw, 1963, No. 3.
- Lachs M.: *Legal Principles of Coexistence, the Need for Their Elaboration*, Polish Perspectives, 1963, No. 12, also *Mainstream*, New Delhi, 1964, No. 19, and *Legal Adviser*, No. 2/3, Kanpur (India).
- Lachs M.: *The Polish-German Frontier. Law, Life and Logic of History*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1964, pp. 80.
- Lachs M.: *The Polish-German Frontier*, in *Social and Political Transformations in Poland*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1964, pp. 115-159.
- Lachs M.: *The Science of International Law Today and Tomorrow*, DPC, 1965, No. 4, pp. 17 - 22.
- Lachs.: *Law-Making for Outer Space and Its Peaceful Use*, in *Disarmament*, Paris 1965.
- Lachs M.: *On the Importance of International Law in a Dangerous World*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 7 - 16.
- Lachs M.: *The Freedom of the Air and the Relevance of the Developing Law of Outer Space*, in *Freedom of the Air*, Leyden 1968.
- Lachs M.: *The Law of Treaties*, in *Mélanges Paul Guggenheim*, Genève 1968.
- Lachs M., Szer S.: *Notes on Polish Judicial Decisions*, *Journal du Droit International*, Paris 1960, No. 2, pp. 54.3 - 549, (I) and 1963, No. 1, pp. 190 - 196 (II).
- Morawiecki W.: *Some Problems Connected with the Organs of International Organizations*, in *Association International de Science Politique. Sixième Congrès Mondial, Genève, 21 - 25.IX.1964* (sujet 5); also *International Organization*, Vol. XIX, 1965, No. 4, pp. 913 - 928.
- Morawiecki W.: *The Question of "Non-Active Membership" of Poland and the Other Socialist States in the WHO and the UNESCO*, PWA, Vol. VII, 1966, No. 1, pp. 74- 108.
- Morawiecki W.: *Institutional and Political Conditions of Participation of Socialist States in International Organization: Polish View*, *International Organization*, 1968, No. 2, pp. 494 - 507.
- Piotrowski S.: *Hans Frank Diary*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1961, pp. 320.
- Rachocki J.: *Remarks on Social Programmes of West European Integrational Organizations*, PWA, vol. VII, 1966, No. 1, pp. 48 - 73.
- Rajski J.: *The Principles of Polish Air Law*, *Yearbook of Air and Space Law*, 1966, McGill University Press, Montreal, pp. 93 - 104.
- Resich Z.: *The Committee of the Rights of Man of the UNO*, *Review of Contemporary Law*, 1968, No. 1, pp. 25 - 37.
- Sandorski J.: *The Legislative Competences of the Council of Mutual Economic Assistance*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 208 - 221.
- Sawicki J.: *From Nuremberg to the New Wehrmacht*, Polonia Publishing House, Warsaw 1957, pp. 460.
- Sawicki J.: *The Legal Aspects of the German and West Berlin Problems*, Polish Perspectives, Warszawa, 1962, No. 2, pp. 3 - 10.
- Sawicki J.: *Setting Up the UN Forces as Envisaged at the United Nations Conference on International Organization*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 222 - 238.
- Skowroński A.: *Legal Problems Relating to Denuclearization in the Polish Plan for an Atom-free Zone and for Freezing Nuclear Armaments in Central Europe*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 45 - 64.

- Skubiszewski K.: *The Present Legal Significance of Poland's Pre-War Alliances*, Annuaire de ΓA. A. A., 1957, p. 59 - 66.
- Skubiszewski K.: *Poland's Constitution and the Conclusion of Treaties*, Jahrbuch für Internationales Recht, Göttingen, Vol. VII, 1958, No. 2/3, pp. 213 - 228.
- Skubiszewski K.: *The Postwar Alliances of Poland and the United Nations Charter*, American Journal of International Law, Vol, LIII, 1959, No. 3, pp. 613 - 634.
- Skubiszewski K.: *Currency in Occupied Territory and the Law of War*, Jahrbuch für Internationales Recht, Vol. IX, 1959/60, pp. 161 - 197.
- Skubiszewski K.: *Forms of Participation of International Organizations in the Lawmaking Process*, International Organization, Vol. XVIII, 1964, pp. 790 - 805.
- Skubiszewski K.: *The Frontier between Poland and Germany as a Problem of International Law and Relations*, PWA, Vol. V, 1964, No. 2, pp. 311 - 331.
- Skubiszewski K.: *The General Assembly of the United Nations and Its Power to Influence National Action*, Proceedings of the American Society of International Law, 1964, pp. 153 - 162. Reprinted in: *The Strategy of World Order*, Vol. III: *The United Nations*, World Law Fund, New York 1966, pp. 238 - 247.
- Skubiszewski K.: *Enactment of Law by International Organizations*, British Year Book of International Law, Vol. XLI, 1965/66, pp. 198 - 274.
- Skubiszewski K.: *The Application of Non-military Measures by the General Assembly of the United Nations*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 110 - 135.
- Skubiszewski K.: *A New Source of the Law of Nations: Resolutions of International Organizations*, in *Recueil d'Études de droit international en hommage à Paul Guggenheim*, Genève 1968, pp. 508 - 520.
- Skubiszewski K.: *The Problem of the Application of Military Measures by the General Assembly of the United Nations*, in *Mélanges offerts à Juraj Andrássy*, La Haye 1968, pp. 248 - 268.
- Skubiszewski K.: *Use of Force by States. Collective Security. Law of War and Neutrality*, in *Manual of Public International Law*, Macmillan, London-Melbourne-Toronto, St. Martin's Press, New York 1968, chapter 12, pp. 739 - 854.
- Skubiszewski K.: *The Validity of Treaties in Polish Municipal Law* (see — Public Law).
- Sztucki J.: *Some Aspects of the Legal Status of Space Objects*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 149 - 163.
- Warkało W., Żylicz M.: *Liability and Insurance in Polish Air Law*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Compare*, Varsovie 1962, pp. 172 - 185.
- Wiewióra B.: *West German Territorial Claims against Poland and International Law*, PWA, Vol. II, 1961, No. 1, pp. 3 - 30.
- Wiewióra B.: *An American Interpretation of the Potsdam Decisions* (Comments on the Book by H. Feis, *Between War and Peace, the Potsdam Conference*), PWA, Vol. III, 1962, No. 2, pp. 339 - 352.
- Wiewióra B.: *The Polish-German Frontier from the Standpoint of International Law*, Instytut Zachodni, Poznań 1964, pp. 225.
- Wiewióra B.: *Territorial Changes after the Second World War*, PWA, Vol. V, 1964, No. 1, pp. 21 - 64.

- Wiewióra B.: *The Attitude of the German Federal Republic to the Frontier on the Odra and Lusatian Nysa*, PWA, Vol. VI, 1965, No. 1, pp. 25 - 58.
- Wolfke K.: *Great and Small Powers in International Law from 1814 to 1920 (From the Pre-history of the United Nations)*, Wrocławskie Towarzystwo Naukowe, Wrocław 1961, pp. 139.
- Wolfke K.: *The Privileged Position of the Great Powers in the International Court of Justice*, Die Friedenswarte, Basel, Vol. LVI, 1961, No. 2, pp. 156 - 167.
- Wolfke K.: *Custom in Present International Law*, Wrocławskie Towarzystwo Naukowe, Wrocław 1964, pp. 185.
- Wolfke K.: *Practice of International Organizations and Customary Law*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 183 - 194.
- Zawadzki S.: *The International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the Constitution of European Countries* (see — Theory of Law).
- Zieliński H.: *Conceptions of the Polish Western Frontier*, PWA, Vol. IX, 1968, No. 1, pp. 3 - 18.

CIVIL LAW. CIVIL PROCEDURE. PRIVATE INTERNATIONAL LAW

- Balicki J.: »Some Problems of Polish Private International Law, Netherlands International Law Review, 1966, (13), p. 19.
- Gross S.: *Recent Changes in the Law and Judicial Organisation of Poland*, Review of Contemporary Law, 1957, No. 2, pp. 110 - 116.
- Grzybowski S.: *Protection of Applied Arts in Industry*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1962, pp. 57 - 67.
- Grzybowski S.: *Protection of Applied Arts in Industry*, in *Rapports généraux au VI^e Congrès International de Droit Comparé (Hamburg, 30 July—4 August 1962)*, Centre Interuniversitaire de Droit Comparé — Établissements É. Bruylant, Bruxelles 1962, pp. 579 - 598.
- Grzybowski S.: *Copyright in Moving Picture Films*, in *Rapports polonais présentés au VII^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1966, pp. 100 - 118.
- Jakubowski J.: *The Settlement of Foreign Trade Disputes in Poland*, International and Comparative Law Quarterly, 1962, No. 11, pp. 806 - 821.
- Jakubowski J.: *Permanent Arbitration for Foreign Trade in Poland*, Warsaw 1962, pp. 1 - 35.
- Krzemiński Z.: *Divorce in Light of the New Polish Family and Guardianship Code*, Journal of Family Law, University of Louisville, School of Law, Vol. IV, Fall 1964, No. 2.
- Lasocki A.: *Some Problems of Recent Legislation. The Law on the Responsibility of the State Arising from Faults Committed by Persons in Authority*, Review of Contemporary Law, Bruxelles, 1958, No. 1, p. 85.
- Lachs M., Szer S.: *Notes on Polish Judicial Decisions*, (see — International Law).
- Nowakowski Z. K.: »Some Comments on the Law of Sale. Some Problems of Non-Performance and Force Majeure in International Contracts of Sale, in *Travaux du Colloque de l'Association Internationale des Sciences Juridiques à Helsinki du 20 au 22 Juin 1960*, Studia Iuridica Helsingiensia, Helsinki, Vol. II, 1961, pp. 101 - 126.

- Przybyłowski K.: *Principles of Contemporary Polish Private International Law in the Light of the Provisions of the Act of 12 November 1965*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 65 - 85.
- Rajski J.: *The New Polish Private International Law*, The International and Comparative Law Quarterly, 1966, No. 2.
- Rajski J.: *The Law of International Trade of Some European Socialist Countries and East-West Trade Relations*, Washington University Law Quarterly, 1967, No. 2, pp. 125 - 138.
- Resich Z.: *The Organization of Courts in the Polish People's Republic*, DPC, 1964, No. 3, pp. 9 - 16.
- Sośniak M.: *Problems of the Conflict of Law in the Law on Marriage in Poland*, PYIL, Vol. I, 1966/67, pp. 137 - 148.
- Szer S., Lachs M. — see Lachs M., Szer S.
- Szpunar A.: *Concurrent Fault in Comparative Law*, in *Essays in Jurisprudence in Honour of Roscoe Pound*, 1962, pp. 497.
- Szpunar A.: *The Law of Tort in the Polish Civil Code*, The International and Comparative Law Quarterly, 1967, No. 1, pp. 86 - 102.
- Topiński J.: *The Economical Arbitration in the Polish Planned Economy*, Review of Contemporary Law, 1965, No. 1, pp. 8 - 27.
- Trammer H.: *International Commercial Arbitration — Poland*, Union Internationale des Avocats, M. Nijhof 1960, vol. II, pp. 137 - 153.
- Trammer H.: *The Law of Foreign Trade in the Legal Systems of the Countries of Planned Economy*, in *The Sources of the Law of International Trade*, International Association of Legal Science, London 1964, Stevens and Sons, pp. 41 - 51.
- Trammer H.: *Time Limits for Claims and Actions in International Trade*, in *Unification of the Law Governing International Sales of Goods. The Comparison and Possible Harmonization of National and Regional Unification*, No. 9, International Association of Legal Science, Paris 1966, Libraire Dalloz, pp. 225 - 233.
- Warkało W., Żylicz M.: *Liability and Insurance in Polish Air Law* (see — Air Law).
- Włodyka S.: *International Cooperation in Civil Procedure*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1962, pp. 202 - 217.

CRIMINAL LAW. CRIMINAL PROCEDURE. INTERNATIONAL CRIMINAL LAW.

- Cyprian T.: *Criminal Law and Safety of Road Traffic*, in *Rapports polonais présentés au VI^e Congrès International de Droit Comparé*, Varsovie 1962, pp. 16 - 30.
- Cyprian T., Sawicki J.: *Nazi Rule in Poland 1939 - 1945*, Polonia Publishing House, Warsaw 1961, pp. 262.
- Cyprian T., Sawicki J.: *Nuremberg in Retrospect, People and Issues of the Trial*, Western Press Agency, Warsaw 1967, pp. 246.
- Horszowski P.: *Collaboration of Criminalists and Specialists in Forensic Medicine*, Acta Medicinæ Legalis et Socialis, Liège (Belgium), Vol. XIX, 1966, No. 1, pp. 39 - 46.
- Kubicki L., Zawadzki S.: *Law Assessor Judges in Penal Proceedings in the Light of Empirical Research*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 97 - 111.

- Sawicki J.: *Trends in the Prevention of Crime and the Treatment of Adult and Juvenile Offenders in Poland*, International Review of Criminal Policy, United Nations, 1960, No. 16, pp. 19 - 22.
- Sawicki J.: *Penal Law Reform*, Polish Perspectives, Warsaw 1962, No. 6, pp. 10 - 16.

LABOUR LAW

- Górski J.: *Workers' Tribunals in Poland (1960 - 1965). Post Experiences and Future Prospects*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 69 - 74.
- Kąkol K.: *Social Rights and Facilities in Poland*, Polonia Publishing House, Warsaw 1955, pp. 91.
- Kąkol K.: *Some Information about the Polish Law of Labour*, Rivista di Diritto Internazionale e Comparato del Lavoro, Padova 1961, No. 3, pp. 1 - 10.
- Kąkol K.: *The Social Security System in Poland*, Polonia Publishing House, Warsaw 1966.
- Lasocki A.: *Some Problems of Recent Legislation. Social Insurance. The Dissolution of Labour Contracts. The Law Regarding Workers Councils*, Review of Contemporary Law, Bruxelles, 1958, No. 1, p. 85.
- Matey M.: *Interpretation of the Principle "To Each According to His Work" in Polish Labour Law*, PRT, Vol. II, 1968, pp. 75 - 86.
- Modliński E.: *More Money for Pensioners*, Polish Perspectives, Warsaw 1958, No. 7/8.
- Modliński E.: *The Rapport Presented at the International Colloquium on the Security of the Labour*, Cambridge 11 - 13. IX. 1969, Review of Contemporary Law, 1959, No. 1, pp. 36 - 51.
- Modliński E.: *Workers Courts in Poland*, Polish Perspectives, Warsaw 1962, No. 5, pp. 35 - 37.
- Ostrowski K., Przeworski A.: *Trade Unions and Economic Planning in Poland*, PRT, Vol. I, 1967, pp. 79 - 89.
- Salwa Z.: *Workers' Participation in the Management of Polish Enterprises*, Review of Contemporary Law, 1967, No. 1, pp. 128 - 137.
- Szubert W.: *The Contract of Employment in Polish Labour Law*, "Modern Law Review," 1962, No. 1.

HISTORY OF LAW AND INSTITUTIONS. HISTORY OF POLITICAL DOCTRINES

- Belch S. F.: *Paulus Vladimiri and His Doctrine Concerning International Law and Politics*, Mouton et Co, The Hague 1965, Vol. I, pp. 770, vol. II, pp. 774 - 1292.
- Buszko J.: *The Austro-Hungarian Empire and the Expropriation of Poles Under Prussian Domination (1908 - 1914)*, PWA, Vol. VI, 1965, No. 2, pp. 353 - 377.
- Gorski K.: *The Royal Prussia Estates in the Second Half of the 15th Century and Their Relation to the Crown of Poland*, Acta Poloniae Historica, Vol. X, 1964, pp. 49 - 64.
- Grzybowski K.: *Ten Centuries of Statehood: King and Parliament. The Union and After*, Polish Perspectives, Warsaw, 1966, No. 10, pp. 42 - 51, No. 11, pp. 34 - 41.
- Lewitter L. R.: *The Russo-Polish Treaty of 1686 and Its Antecedents*, Polish Review, Vol. IX, 1964, No. 3, pp. 5 - 29, No. 4, pp. 21 - 37.

- Szczaniecki M.: *Political Ties between Western Pomerania and Poland up to the 16th Century*, in *Poland at the 11th International Congress of Historical Sciences in Stockholm*, PWN — Polish Scientific Publishers, Warsaw 1960, pp. 81 - 101.
- Seidler G. L.: *The Emergence of the Eastern World. Seven Essays of Political Ideas* Pergamon Press, Oxford 1967, pp. 260.
- Seidler G. L.: *Political Thought in the Period of Transition (1350 - 1450)*, Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska, Sectio G, Ius, Vol. X, 1963, Lublin 1964) pp. 1 - 51.
- Seidler G. L., Malarczyk J.: *The Political Thought of Jagiellonian Poland*, Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska, Sectio G, Ius, Vol. XIII, 1966, Lublin (1967) pp. 5 - 39.
- Seidler G. L., Mitraszko R.: *The Muscovite Autocracy*, Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska, Section G, Ius, Vol. XI, 1964 Lublin (1965), pp. 159 - 172.
- Truscoe A.: *The Polish Reform Constitution (1791)*, Poland a. Germany, Vol. VIII, 1964, No. 1/2, pp. 24- 30.

*CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE * SCIENTIFIC
CHRONICLE*

DROIT POLONAIS
CONTEMPORAIN
N^o 14, 1970

CONFERENCE ON LEGAL PROBLEMS IN AGRICULTURE

Bohdan Zdziennicki

The first all-Polish conference devoted to basic legal problems in agriculture, initiated by the Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences, was held at the village Sadki on October 11 - 12, 1968. When choosing this site for the conference the organizers intended to enable the participants to directly confront their views with current legal problems which are of vital importance to farmers (besides scientific sessions, numerous meetings were held with the inhabitants as well as with the representatives of the local agricultural authorities).

The agenda of the conference comprised a discussion on the report "Agricultural Law in the System of Polish Law" delivered by Professor St. Ritterman, as well as a discussion on legal aspects of agriculture in the light of resolutions adopted at the Fifth Congress of the Polish United Workers' Party (introductory remarks by Asst. Professor J. Paliwoda), and on the problems connected with selecting subjects for investigation in agricultural law (introductory remarks by Asst. Professor M. Błażejczyk). The present note — due to its brevity — cannot cover the whole conference. Consequently, it is limited to the discussion of Professor Ritterman's report in view of the importance of the problems with which it deals.

The report concerned three basic questions:

1. Can agricultural law be considered a separate branch of law: if so — in what respect;
2. What is the scope of agricultural law;
3. What are the subdivisions of the subject matter of agricultural law.

Participants in the discussion pointed to an increasing amount of regulations being issued as a result of an ever-broadening legal regulation: consequently there is a tendency to distinguish some new branches of law. From a logical point of view no norm exists and operates in isolation from others. Any detailed divisions of the legal system are conventional. Any description or classification of the existing enactments is based on a pre-determined criterion. On the other hand, while distinguishing and specifying a new branch of law, neither practical needs nor the systematics adopted by the legislator can be disregarded.

Further in the discussion attempts were made to define agricultural law taking for granted — for the sake of simplicity — the conventional division into basic branches of law (civil, administrative etc.). It was generally agreed that today agricultural law is not considered a separate branch of law and it comprises regulations which — regarding their, methodology — are either civil

or administrative. Within the said branches "sub-branches" are distinguished according to definite criteria. When such sub-branches are duly combined, agricultural law can be distinguished as a separate branch. Consequently there are no legal elements to set agricultural law relations against those of civil law or administrative law.

Only some of the participants agreed with the view expressed by the author of the report that a necessary condition for a separate branch of law to emerge is, among others, the existence of a general part, considered as *lex generalis*, applicable to legal relations governed by regulations in a given branch. Some participants expected that in the near future there would be sufficient conditions to issue a general part being a basis for legal agricultural relations. In a contrary opinion it was pointed out that such branches as e.g., administrative law or labour law, the distinctness of which nobody questions, do not have a general part, and may not be provided with any for a long time to come. Even in civil law a general part was distinguished as a compendium of general concepts first propounded by the German pandectists in the 19th century as a scientific basis. Only later, namely at the end of the 19th century, it acquired the status of legal regulations in the German codification of civil law.

Professor Ritterman represents the view that although the specificity of "agricultural relations" has not yet attained the degree which might justify distinguishing agricultural law in the general system of Polish law, yet in some respects it is markedly specific. Consequently it is possible to distinguish agricultural law in the sense of scientific systematics as a so-called complex branch. This secondary classification makes it possible to study certain institutions in an approach which differs from the basic one. As a result, some regularities can be detected which in the basic classification may seem blurred. During the discussion examples were quoted to show the specificity of a number of institutions in agricultural law, as contrasted with corresponding institutions in civil or administrative law. Moreover, it was said that some concepts — though fully justified in their original branches — frequently fail when applied to agricultural law. Some participants noticed a notable disproportion between the adjudicative powers as regards the law courts and administrative bodies in settling cases encountered in agricultural relations.¹ A contrary view was expressed that the agencies of agricultural administration had been made competent by the legislator with regard to the implementation of the totality of agricultural law relations.

The view that agricultural law can be distinguished for the purposes of didactics, research and legislation (naturally as fringe subjects) met with the general approval. Regarding the number of criteria for the distinction only a few participants in the discussion were in favour of a multi-stage classification aiming at ever sharper delimitation of the norms of agricultural law with regard to other norms. According to Professor Ritterman a distinctive feature agricultural law norms is the purpose they serve (i.e., the socialist transformations of agricultural relations). Critical opinions were voiced that dynamic tendencies to transform social relations are characteristic of other branches of socialist law as well. Moreover, it is difficult precisely to define "the socialist

¹ In this context a proper separation of powers means that which corresponds to the type of legal relations to be adjudicated upon.

transformations of agriculture” which is a complex process reflected not only in economic but also in social evolution. Consequently, such a criterion is vague and too wide.

Some attempts undertaken during the discussion to distinguish agricultural law took into account objective criteria pertaining to a definite class of social relations, such a specific technological and production process in agriculture, agricultural holdings, etc.²

A subjective criterion was almost generally rejected because the reconstruction of the agricultural system, property relations in agriculture, or agricultural operations, fall within the competences of the State administration, law courts, and bodies of social associations vested with administrative functions commissioned to them. The functions performed by those subjects are similar both in “agricultural” and “non-agricultural” activities.

With regard to the scope of agricultural law, attention was drawn during the discussion to the fact that the scope of instruction in agricultural law at university law departments should be distinguished from that which is taken as a subject of scientific investigations. Didactics imposes certain simplification and requires a stricter delimitation of subjects in order to comply with general curricula. In this respect relevant norms of administrative and civil law will be of fundamental importance as indispensable for the presentation of agricultural law.

On the other hand, the scope of agricultural law as an object of scientific investigations makes it possible — on the basis of the adopted criterion of distinction — to examine the consequences of various methods of the legal regulation of social relations in agriculture. Thus we can also investigate e.g., penal norms for the protection of people against harmful effects of chemicals used in agriculture, or patent law (e.g., with regard to new varieties of plants or breeds of livestock).

The problem of the internal classification of the subject matter regulated by agricultural law, which is of importance for didactic purposes, was finally discussed. There was a general agreement as to such a classification being conventional (incidentally, the same applies to the separation of agricultural law as a distinct branch of science). Professor Ritterman adopted the socialist transformation of relations in agriculture as a point of departure in his arguments, and undertook to classify regulations according to the degree to which they implemented the principles of socializing agricultural relations. During the discussion a classification was advanced which took into account various spheres of social relations regulated by law. As an initial criterion successive stages of “the agricultural holding” *sensu largo*, its foundation, functioning, eventual liquidation etc., were put forward.

² For instance, one of the proposed definitions reads: “Agricultural law is a set of legal regulations governing social relations in the domain of organizing, managing and supervising production by the socialist State, developed within the system of planned economy.”

LOI DU 17 FÉVRIER 1961
SUR LES COOPÉRATIVES ET LEURS UNIONS
(EXTRAIT)

Dziennik Ustaw P. R. L. [Journal des Lois], 1961, n° 12, texte 61

PREMIÈRE PARTIE. LES COOPÉRATIVES

TITRE PREMIER. DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES COOPÉ-
RATIVES

PREMIÈRE SECTION. LA COOPÉRATIVE ET SES STATUTS

Art. 1^{er}. La coopérative est une association volontaire et autonome, ayant un nombre illimité de sociétaires et un capital social variable. Son objet consiste à déployer une activité économique dans le cadre du plan économique national, ainsi qu'une activité sociale et éducative aussi bien dans le but d'élever constamment le niveau matériel et culturel des sociétaires et de promouvoir leur participation consciente à la vie sociale que dans l'intérêt général de la République Populaire de Pologne.

Art. 2, § 1^{er}. Les coopératives d'un type ou de types déterminés s'associent en unions centrales et autres unions coopératives appelées ci-après «unions».

§ 2. La représentation supérieure du mouvement coopératif en Pologne appartient au Conseil Coopératif Suprême, appelé ci-après «Conseil Suprême».

§ 3. Les coopératives pour lesquelles il n'existe pas d'union centrale de type approprié s'associent au sein de l'union désignée par le Conseil Suprême, si ce Conseil ne décide pas d'exercer à leur égard les fonctions d'union centrale.

Art. 3. § 1^{er}. Les statuts de la coopérative doivent déterminer:

1) la dénomination qui doit comprendre le terme «coopérative» — substantif ou qualificatif, — et se distinguer nettement des dénominations des autres coopératives déjà enregistrées et ayant leur siège dans la même localité,

2) le siège de la coopérative et le terrain de son activité,

3) le but de la coopérative, l'objet de son activité économique et la durée de celle-ci,

4) le montant des parts sociales, le mode et les délais de leur versement et remboursement ainsi que les effets de non-versement dans le délai,

5) les droits et obligations des sociétaires,

6) les principes d'adhésion, de retrait, de radiation et d'exclusion des sociétaires,

7) la procédure relative à la convocation des assemblées générales, à leurs débats et au vote de résolutions, ainsi que le mode d'élection et de révocation des autres organes de la coopérative,

8) les règles de la répartition des excédents de l'exercice annuel et de la couverture des pertes (art. 59 et 60),

9) l'organe de la coopérative autorisé à prendre des résolutions au sujet de l'élection des délégués au congrès de l'union.

§ 2. Les statuts peuvent contenir, en outre, d'autres dispositions.

§ 3. Les dispositions des statuts de la coopérative doivent être conformes aux principes établis par l'union centrale compétente.

TITRE II. DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION, LES COOPÉRATIVES DE TRAVAIL ET LES COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION D'HABITATIONS

PREMIÈRE SECTION. COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION

Chapitre premier

OBJET D'ACTIVITÉ

Art. 95, § 1^{er}. L'activité économique d'une coopérative agricole de production a pour objet la mise en valeur d'une exploitation agricole collective sur la base du travail personnel des sociétaires.

§ 2. A côté de son activité fondamentale la coopérative agricole de production peut gérer des établissements de transformation industrielle et de prestation des services.

Chapitre II

LES SOCIÉTAIRES

Art. 96, § 1^{er}. Le droit d'admettre, de rayer et d'exclure les sociétaires appartient à l'Assemblée Générale.

§ 2. La résolution portant exclusion d'un sociétaire requiert la présence d'au moins deux tiers du nombre total de sociétaires.

Chapitre III

APPORTS EN FONDS DE TERRE

Art. 97. Les statuts de la coopérative agricole de production doivent prévoir que le sociétaire possédant des terres est tenu d'en apporter à la coopérative. Cette obligation peut concerner toutes les terres possédées par les sociétaires ou bien une partie déterminée de ces terres.

Art. 98, § 1. Les statuts peuvent stipuler que les sociétaires ont droit de conserver une partie de leurs terres pour les besoins de leur exploitation personnelle, en tant qu'enclos.

§ 2. Dans ce cas les statuts doivent déterminer la surface des enclos et le mode de leur séparation.

Art. 99. Les terres apportées doivent être estimées sur la base d'une estimation comparative (en hectares de conversion), en prenant pour base leur valeur utilitaire.

Art. 100, § 1. Si les statuts ou le contrat conclu avec le sociétaire ne précise pas autrement les attributions de la coopérative, celle-ci acquiert un droit

d'usufruit sur les terres apportées par le sociétaire dès qu'elles sont transférées à la coopérative.

§ 2. L'usufruit appartenant à la coopérative est régi par les dispositions du droit civil sur l'usufruit.

§ 3. Les statuts peuvent attribuer à la coopérative le droit de changer la destination des terres en usufruit et d'en entamer la substance, ou l'un de ces droits seulement, si la bonne exécution des tâches par la coopérative l'exige.

Art. 101. Les bâtiments et autres installations aménagées par la coopérative sur un terrain constituant un apport à la coopérative sont propriété de celle-ci. Il en est de même avec les arbres et autres plantes semées et plantées par la coopérative.

Art. 102, § 1^{er}. Le sociétaire propriétaire de la terre constituant son apport peut en disposer par des actes entre vifs ou à cause de mort; toutefois, s'il a l'intention de transmettre la propriété de cette terre à une personne qui n'est pas sociétaire de la même coopérative il doit en aviser celle-ci au moins trois mois avant l'accomplissement de l'acte projeté.

§ 2. En cas de transmission à titre onéreux de la propriété de l'apport en terre, la coopérative a le droit de préemption.

§ 3. La terre transmise en propriété à un autre sociétaire de la même coopérative augmente l'apport de l'acquéreur.

Art. 103, § 1^{er}. Les statuts peuvent prévoir que l'usufruit par la coopérative des apports en terre sera exercé à titre onéreux. Toutefois si l'apport dépasse 15 hectares, la clause des statuts en ce sens ne s'applique qu'à cette superficie.

§ 2. Si les statuts prévoient l'usufruit à titre onéreux, ils doivent préciser si le paiement sera effectué sous la forme de participation à la répartition des bénéfices ou bien suivant les taxes fixées d'avance. Dans ce dernier cas les statuts doivent déterminer les règles d'établissement des taxes.

Art. 104, § 1^{er}. Le sociétaire ne peut retirer son apport en terre qu'après la cessation de ses rapports de sociétaire avec la coopérative.

§ 2. Le sociétaire qui retire son apport peut obtenir la même terre qu'il a apportée, si l'intérêt de l'exploitation collective ne s'y oppose pas. Dans le cas contraire, il obtient une autre terre, compte tenu de l'intérêt des deux parties.

§ 3. Dans le cas où la terre est apportée par un possesseur et la prescription acquisitive n'est pas intervenue avant qu'il n'ait cessé d'être sociétaire, la prescription acquisitive continue à courir à l'égard de la parcelle reçue en échange.

Art. 105. Les ayants cause du sociétaire ainsi que les propriétaires des terres apportées à la coopérative et qui n'en sont pas sociétaires bénéficient en matière de retrait du fonds des mêmes prérogatives que les sociétaires.

Chapitre IV

AUTRES APPORTS

Art. 106, § 1^{er}. Les statuts de la coopérative agricole de production peuvent obliger les sociétaires à faire d'autres apports en dehors des apports en terre.

§ 2. Un apport peut avoir pour objet les bâtiments et les installations de ferme, le cheptel vif et mort, les fourrages, les semences, les installations et les instruments nécessaires au fonctionnement des entreprises de transformation industrielle et de prestation des services (apports en nature) ainsi que de l'argent.

Art. 107. Si les statuts prévoient l'obligation des apports en nature, le sociétaire qui ne possède pas des moyens requis par les statuts peut faire un apport convenable en espèces.

Art. 108. Les statuts peuvent fixer le genre et la quantité de cheptel vif et mort que les sociétaires peuvent garder pour leur usage personnel.

Art. 109, § 1^{er}. Conformément aux dispositions des statuts ou d'un arrangement individuel avec le sociétaire, le cheptel vif et mort apporté peut devenir propriété de la coopérative, moyennant un prix convenable payé une seule fois ou par annuités (apports à titre onéreux), ou bien être soumis à la restitution en cas de cessation de la qualité de sociétaire (apports restituables) suivant les règles établies par les statuts.

§ 2. Le cheptel apporté par le sociétaire doit être estimé d'après son état et son prix au jour de l'apport.

§ 3. Le remboursement en espèces se fait d'après l'état du cheptel au jour de l'apport et selon sa valeur à la date du remboursement.

Art. 110. Si la restitution porte sur les mêmes moyens de production (apports en cheptel, bâtiments) qui ont été apportés, la coopérative dispose sur ces moyens d'un droit d'usufruit auquel sont applicables les dispositions du droit civil sur l'usufruit.

Art. 111, § 1^{er}. L'usufruit des bâtiments, des installations, du cheptel vif et mort apportés par le sociétaire en tant que les apports restituables peut être exercé à titre onéreux.

§ 2. Si les statuts prévoient l'usufruit à titre onéreux, ils doivent déterminer si les paiements seront effectués sous la forme de participation à la répartition des bénéfices ou suivant un taux préétabli. Dans ce dernier cas les statuts doivent déterminer les règles d'établissement de ce taux.

§ 3. Les dispositions du présent article sont applicables aux apports en argent.

Art. 112, § 1^{er}. Les statuts peuvent établir l'obligation des sociétaires d'accomplir des travaux déterminés pour la coopérative à l'aide du cheptel possédé, ou une autre manière d'utilisation du cheptel des sociétaires par la coopérative conformément aux besoins de celle-ci.

§ 2. Les statuts peuvent instituer aussi en faveur de la coopérative le droit de préemption des moyens de production dont il est question au § 1^{er}.

Chapitre V

LE TRAVAIL

Art. 113. Un sociétaire de la coopérative agricole de production capable de travailler a droit et obligation de travailler dans la coopérative dans la mesure fixée par les statuts ou par la résolution de l'Assemblée Générale.

Art. 114, § 1^{er}. Aux travaux constituant l'objet essentiel de l'activité économique de la coopérative ainsi que dans les établissements de transformation industrielle et de prestation des services gérés par la coopérative peuvent être employés, outre les sociétaires, leurs proches, tandis que d'autres personnes ne peuvent l'être que temporairement, s'il faut éviter les pertes économiques.

§ 2. La coopérative peut employer, temporairement ou à titre permanent, les personnes qui ne sont ni sociétaires ni leurs proches, pour accomplir des travaux exigeant des qualifications particulières que les sociétaires ne possèdent pas.

§ 3. Est considéré comme proche du sociétaire tout membre de sa famille ainsi que d'autres personnes, à condition qu'elles habitent et fassent ménage commun avec lui.

Art. 115. Le proche du sociétaire est rémunéré pour son travail suivant les mêmes règles que le sociétaire, à moins que le contrat ne prévoise un autre mode de rémunération dont les règles seront établies par l'union centrale compétente.

Art. 116. Les statuts doivent établir les règles de l'évaluation de l'apport de travail des sociétaires et de leurs proches à l'exploitation collective. En particulier, ils doivent indiquer si l'apport de travail doit être mesuré avec des unités de compte (journées) ou bien avec des taux fixés en argent pour l'exécution de différents travaux.

Art. 117, § 1^{er}. Le sociétaire atteint d'une incapacité permanente de travail pour cause de vieillesse, de maladie ou d'accident conserve tous les droits de sociétaire prévus par les statuts.

§ 2. En cas d'incapacité permanente de travail pour cause de vieillesse, de maladie ou d'accident, le sociétaire ayant fait un apport à la coopérative, peut demander une contre-partie de l'usufruit de cet apport, et cela que les statuts prévoient ou non la rémunération de ce genre. Le montant de cette contre-partie est fixé conformément aux usages locaux concernant le montant du fermage ou du loyer.

Chapitre VI

LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET LA GESTION FINANCIÈRE

Art. 118. Si les statuts admettent comme base d'évaluation de l'apport de travail des sociétaires la journée de compte (art. 116), l'Assemblée Générale procède au calcul et à la répartition des bénéfices selon les règles suivantes:

1) une partie convenable des revenus en nature et en espèces est destinée à couvrir les besoins courants de l'exploitation collective, et en particulier aux semences, aux fourrages et aux réserves de ces moyens en prévision de mauvaises récoltes ou de calamités; à l'amortissement des bâtiments et d'autres éléments fixes ainsi qu'au règlement des obligations de la coopérative envers l'État et autres créanciers; la partie restante représente les bénéfices généraux de la coopérative;

2) au moins 10% des bénéfices sont affectés au fonds de réserve et à d'autres fonds spéciaux;

3) la partie restante des bénéfices est affectée à la répartition entre les sociétaires et leurs proches travaillant, à la coopérative;

4) si les statuts en disposent ainsi, une partie déterminée des bénéfices destinés à être répartis entre les sociétaires et leurs proches, sera partagée au prorata des apports en terre et des autres apports restituables, en tant que rémunération de l'usufruit exercé sur ces apports; la partie affectée à ce but ne peut dépasser 20%, tandis que la rémunération obtenue de cette manière par les sociétaires en contrepartie de l'usufruit de leurs apports exercé par la coopérative ne peut dépasser les taux fixés par l'union centrale compétente;

5) la partie restante des bénéfices, et, à défaut d'une réserve statutaire dont il est question à l'alinéa précédent — la totalité des bénéfices destinés à être répartie entre les sociétaires et leurs proches l'est au prorata du travail effectué

par chacun au cours de l'année de l'exercice sans leurs propres moyens de production ou avec l'emploi du cheptel constituant leur propriété.

Art. 119, § 1^{er}. Si les statuts prévoient l'évaluation de l'apport de travail des sociétaires et de leurs proches en taux en argent, la rémunération du travail ainsi que les sommes dues aux sociétaires au titre de leurs apports représentent — conjointement avec les autres frais liés à l'exploitation collective — les frais de production.

§ 2. Le montant des taux pour exécution de différents travaux ainsi que le mode de répartition de l'excédent de l'exercice doivent être conformes aux règles fixées par l'union centrale compétente.

Chapitre VII

LA POURSUITE DES CRÉANCES RÉSULTANT DE LA QUALITÉ DE SOCIÉTAIRE

Art. 120, § 1^{er}. La voie judiciaire, sans qu'il soit nécessaire d'épuiser la procédure à l'intérieur de la coopérative, est ouverte à la poursuite des créances au titre de la participation au partage des bénéfices, due au prorata du travail effectué par le sociétaire aussi bien sans emploi de ses propres moyens de production qu'à l'aide de ces moyens.

§ 2. Les sommes dues aux sociétaires pour le travail effectué sans emploi ou avec emploi de leurs propres moyens de production sont protégées de la même manière légale que la rémunération du travailleur.

Art. 121. Le sociétaire ne peut pas poursuivre en justice les créances au titre de sa part dans les bénéfices de la coopérative après qu'une année s'est écoulée depuis la cessation de sa qualité de sociétaire.

AGRICULTURAL HOLDINGS INTEGRATION AND INTERCHANGE ACT OF JANUARY 24, 1968

Dziennik Ustaw [Journal of Laws], 27 of January, 1968, No. 3, item 13

In order to provide better conditions for promoting agricultural production be it enacted that:

Art. 1.1. Scattered parcels of agricultural holdings, situated checkerwise, over-narrow, over-elongated, and those fully or partly enclosed within someone else's agricultural holding, may be subjected to integration.

2. Land in one or several villages shall be integrated simultaneously.

3. The space of land under buildings cannot be subjected to integration unless its owner (actual holder) consents.

Art. 2. When to attain an economically justified configuration of the land belonging to socialized enterprises it is necessary to change its location, such land can be interchanged with the land being a part of privately-owned agricultural holdings. The object of the interchange can comprise a space of land with buildings thereon, if the buildings owned by the socialized enterprise are fit for use.

Art. 3.1. Every participant in the integration/interchange process (the owner or the actual holder of the land) shall be given — in return for the land possessed prior to the said process — as a rule, the land of an equal assessed value.

2. If for an economically justified configuration of a State-owned agricultural holding its land is interchanged with the land owned by subjects other than the State (Art. 2), in special cases it is allowed to allot the State-owned land of a higher assessed value: on the other hand, if a full equivalent in land cannot be given, the balance will take the form of a pecuniary compensation.

Art. 4.1. At the initiative of the management of a co-operative farm, based on the relevant resolution adopted by the general meeting of its members, the agricultural holdings contributed by the members shall be amalgamated into one real property, the share of each member in the said property being specified. Each share shall be determined in accordance with the comparative assessment of the contributed holdings being subjected to integration.

2. In case a member of a co-operative farm relinquishes membership in the said farm after the integration process of agricultural holdings has been completed, at his request and at his own charge some land will be assigned to him, corresponding to his share, the compactness of the agricultural holding of the co-operative farm being, however, preserved.

Art. 5. 1. Land required for the local public use, and for streets and rural roads which are not part of the national communication system, is allotted for these purposes, without any compensation, from the land owned by the participants in the integration process. As a result, the equivalent due to each participant is reduced by such its part the assessed value of which corresponds to the ratio between the assessed value of the land assigned for the said purposes and the assessed value of all the agricultural holdings being integrated.

2. The land allotted for the local public use, and for streets and rural roads which are not part of the national communication system, becomes a State property. Such land shall be administered by relevant agencies of the rural community people's council, unless special regulations stipulate otherwise.

Art. 6. 1. Integration proceedings shall be undertaken:

1) following an application signed by not less than a half of the total number of the owners (actual holders) of the farms covering an area larger than 1 ha, situated in a given village;

2) *ex officio*.

2. Interchange proceedings shall be undertaken *ex officio*.

3. The decision with regard to undertaking integration proceedings, as stipulated in par. 1, and interchange proceedings (Art. 2) shall be issued by the praesidium of the competent district people's council. The decision shall — in particular — specify the area submitted to the integration and interchange of agricultural holdings. The decision is final.

4. The decision to undertake integration proceedings shall be announced by being read at a rural meeting. Moreover, a relevant notice shall be posted up in the office of the pertinent rural community people's council for 14 days.

5. When 14 days — as stipulated in par. 4 — have elapsed, the decision to undertake integration proceedings shall be considered delivered to all whom it may concern.

6. If in the area subjected to the integration of agricultural holdings there is land which belongs to socialized enterprises, the decision to undertake integration proceedings shall be delivered to the enterprises concerned in writing.

7. The decision to undertake interchange proceedings shall be delivered to the interested parties in writing.

Art. 7. 1. Agricultural holdings integration/interchange proceedings shall be

carried out by the competent agricultural agency of the praesidium of the district people's council.

2. When the number of participants is more than 10, the integration proceedings shall be carried out with a participants' council co-operating in a consultative capacity.

Art. 8. 1. At the request of the organ which carries out the agricultural holdings integration/interchange, the competent Notarial Office shall make a note in the relevant Real Estate Registers about the initiated proceedings. The said note shall be entered on the basis of a decision specified in Art. 6. 3. For lack of a regular Real Estate Register a copy of the decision shall be deposited in the relevant collection of documents.

2. The legal consequences of such a note entered in the Real Estate Register, or of the deposit of a copy of the decision in the relevant collection of documents, are that any subsequent changes in ownership or any liabilities will remain ineffective as regards the course of the integration/interchange proceedings.

Art. 9. Easements in respect of the land subjected to integration or interchange shall be abolished without compensation if they have become pointless for the previously benefited estate. These easements shall be specified in the decision which validates agricultural holdings integration/interchange scheme.

Art. 10. The right of ownership or holdings as regards the participants in the integration/interchange of agricultural holdings, the area of arable land and the soil categories shall be determined according to the data in the relevant land register.

Art. 11. 1. The scheme of integration/interchange, prior to being validated, should be marked on the land and shown to the interested parties by the organ in charge of the integration/interchange proceedings.

2. The interested parties shall be informed about the time when the scheme is to be displayed, as stipulated in Art. 6, items 4, 6, and 7.

3. The interested parties may present their objections within 14 days following the display of the scheme.

4. The objections to the integration scheme shall be examined by a commission set up to this end (Art. 18.2.1). The said commission shall give its opinion whether the objections are well-founded.

Art. 12. 1. The decision validating an agricultural holdings integration/interchange scheme shall be issued by the praesidium of the relevant district people's council. The decision is final.

2. The decision validating an agricultural holdings integration scheme shall be announced by being read at a general meeting of those participating in the integration process. Moreover, it shall be posted up for 14 days in the office of the pertinent rural community people's council and in the villages in which the integrated agricultural holdings are situated.

3. When the period specified in par. 2 has elapsed, the decision validating the agricultural holdings integration scheme shall be considered delivered to all those participating in the integration process.

4. Provisions in par. 2 do not apply to socialized enterprises, to which the decision validating the integration scheme shall be served in writing.

5. The decision validating the interchange within agricultural holdings shall be delivered to the parties concerned in writing.

Art. 13. 1. When agricultural holdings being an object of integration/interchange proceedings are situated in two or more districts, the praesidium of the competent provincial people's council shall indicate which praesidium of the district people's council is competent to issue the decision referred to in Art. 6.3 and Art. 12.1.

2. When agricultural holdings being an object of integration/interchange proceedings are situated in two or more provinces, the Minister of Agriculture shall indicate which praesidium of the district people's council is competent to issue the decision referred to in Art. 6.3 and Art. 12.1.

Art. 14. A decision issued by the praesidium of the district people's council re. the validation of an agricultural holdings integration/interchange scheme may be invalidated or changed by the praesidium of the competent provincial people's council in exceptional cases only, when warranted by particularly weighty economic considerations, or when the decision was issued with the infringement of substantial regulations.

Art. 15. The decision to assign to a resigning member of a co-operative farm his share in the co-owned real property, as stipulated in Art. 4.2, shall be issued by the competent agricultural organ of the praesidium of the people's council.

Art. 16. 1. A decision validating an agricultural holdings integration/interchange scheme empowers to make appropriate entries in the relevant Real Estate Register regarding a new right of ownership. The said decision does not settle the question of title deed.

2. The liabilities entered in the relevant Real Estate Register shall be transferred from the agricultural holdings subjected to the integration/interchange to the agricultural holdings assigned following the said integration/interchange.

Art. 17. 1. The participants in the agricultural holdings integration process carried out at the initiative of the owners (actual holders) of those holdings must pay the charges involved in the operation.

2. The expenses involved in the integration of agricultural holdings undertaken *ex officio*, or in the interchange within agricultural holdings shall be borne by the State.

Art. 18. The Council of Ministers shall determine by an order:

1) the principles and procedure of the comparative assessment of agricultural holdings subjected to integration/interchange, and in valuation of trees, special crops, also soil categories which can be considered equivalent during the integration process;

2) the principles of allotting an equivalent in land for forests and ancillary land, orchards, gardens, hop-fields, and other special crops, in the course of the integration/interchange of agricultural holdings;

3) the instances in which it is allowed to depart from the principles of allotting the land of an equal value in return for the land possessed prior to the integration process (Art. 3.1).

4) the instances in which — pursuant to Art. 2 and Art. 3.2. — it is allowed to allot an equivalent in the State-owned land of a value higher than that of the land being interchanged, owned by other subjects, taking into account the value of buildings thereon, if any.

5) the principles and procedure in estimating buildings, and in settling accounts in connection with the differences in the value of the real estates subjected to interchange, pursuant to Art. 2;

6) the principles and procedure when setting up a participants' council, co-operating in a consultative capacity;

7) a special procedure of elaborating and validating schemes of building sites parcellation in the area which is subjected to the agricultural holdings integration, and delimited according to rural building sites regulations.

2. The Minister of Agriculture shall specify:

1) membership, setting up and procedure to be followed by commissions which examine objections raised by the interested parties with regard to the relevant agricultural holdings integration scheme;

2) when and how the participants in agricultural holdings integration/interchange proceedings are to be put in possession of the land newly apportioned to them;

3) cases in which it is allowed to assign land from the State Land Fund for streets and rural roads which are not part of the national communication system (Art. 5.1), thus avoiding reductions in the equivalents due to the participants in the integration process for the integrated agricultural holdings;

4) the principles and procedure to be followed when fixing charges for the agricultural holdings integration process initiated by the owners (actual holders) concerned. The Minister of Agriculture can also specify instances in which participants in the integration process may be exempted from the said charges;

3. The Minister of Agriculture jointly with the Minister of Building and Building Materials Industry shall determine how to coordinate operations of elaborating local development plans and plans which delimit building sites in villages.

4. The regulations mentioned in par. 2 item 4 are issued by the Minister of Agriculture in consultation with the Minister of Finances.

5. The participants in the integration process may adopt — by a majority of votes — their own principles of a comparative assessment of the agricultural holdings subjected to integration, or regard such holdings as equivalent. However, such assessment is not to be applied when the area subjected to integration comprises land owned by socialized enterprises, and the agency in charge of the integration process is of the opinion that such assessment is disadvantageous for the said enterprises.

Art. 19. 1. The integration/interchange proceedings which are in progress conformably to the hitherto existing regulations at the time when the present Act comes into force shall be completed according to the former regulations.

2. If — prior to the present Act coming into force — the integration proceedings have reached the stage of the integration scheme being marked on the land, and the participants have taken possession of the land assigned to them, the actual situation may be confirmed pursuant to the present Act, with the legal consequences of a final validation of the integration scheme.

Art. 20. 1. It is not allowed to divide real properties in the area to be subjected to the agricultural holdings integration process pursuant to the present Act, should such a division result in parcels of agricultural holdings which are chequerwise, over-narrow, over-elongated, or fully or partly enclosed within someone else's agricultural holding.

2. The relevant agricultural organ of the praesidium of the district people's council is competent to certify if the division of an agricultural holding does not infringe the provisions of par. 1.

Art. 21. 1. The provisions which have reference to villages, apply also to towns and settlements.

2. The provisions which have reference to the praesidium of the district people's council apply also to the praesidium of the town people's council in any town constituting a district, and to the praesidium of the urban district people's council in a city with the status of a voivodship.

3. The provisions having reference to the office of the rural community people's council apply also to the relevant agricultural organ of the town (urban district) people's council and to the praesidium of the settlement people's council.

Art. 22. 1. The present Act does not apply to the integration/interchange of forests and ancillary land parcels. The Law-decree of August 16, 1949 re. Interchange within Agricultural Holdings (Journal of Laws of 1962, No. 49, item 226) applies to forests and ancillary land with the following amendment: the agricultural and forestal agency of the praesidium of the district people's council shall be in charge of the proceedings and shall issue decisions specified in the said Law-decree.

2. The Minister of Agriculture in consultation with the Minister of Forestry and Timber Industry shall specify cases in which the integration and interchange proceedings in accordance with the principles and procedure provided in the present Act may be applied to small plots of forests or ancillary land situated within agricultural holdings submitted to integration or interchange.

Art. 23. If the integration and interchange proceedings concerning forests or ancillary land have been undertaken pursuant to the present Act or to the Law-decree of August 16, 1949 re. Interchange within Agricultural Holdings, no licences shall be granted to fell trees in these areas until the integration/interchange proceedings have been completed; any licences to fell trees, issued but not carried into effect, shall become void.

Art. 24. In the Annulment of Certain Real Estate Registers Act (Feb. 17, 1960, Journal of Laws of 1960, No. 11, item 67; 1962, No. 39, item 169) Art. 1 shall read: "Art. 1.1. Hitherto maintained Real Estate Registers of the landed property being an object of the agricultural holdings integration/interchange proceedings, shall be annulled and closed as soon as the decision validating the relevant agricultural holdings integration/interchange scheme has been issued. 2. If the agricultural holdings integration/interchange applies to less than a half of the total area of a given real estate, the relevant Real Estate Register shall keep its legal force."

Art. 25. The following regulations are repealed:

1) The Agricultural Holdings Integration Act of July 31, 1923 (Journal of Laws of 1927, No. 92, item 833, with subsequent amendments),

2) The Order of March 7, 1928, re. Amendments Made in Decisions on Agricultural Holdings Integration, Carried out on Land (Journal of Laws No. 28, item 260, with subsequent amendments),

3) The Law-decree of April 14, 1948, re. the Adaption to the Conditions Generated by the War of the Agricultural Holdings Integration Procedure, as Stipulated in the Agricultural Holdings Integration Act of July 31, 1923 (Journal of Laws No. 21, item 144) and

4) The Law-decree of August 16, 1949, re. Interchange within Agricultural Holdings (Journal of Laws of 1962, No. 46, item 226) the provisions of Art. 22 of the present Act being taken into account.

Art. 26. The present Act comes into force on the day of its promulgation.

PENSIONS AND OTHER COMPENSATIONS FOR FARMERS CEDING REAL ESTATES TO THE STATE ACT OF JANUARY 24, 1958

Dziennik Ustaw [Journal of Laws], 27 January, 1968, No. 3, item 15

Art. 1. 1. The owner of an agricultural holding, hereafter referred to as "farmer," can cede to the State the right of property in all the immovables being part of such a farm, provided its area is not less than 5 ha of arable land.

2. If the real property is subject to life annuity, it can be transferred to the State only with the annuitant's consent.

3. Immovables being part of a farm can be transferred to the State also by its actual holder, provided that:

1) the actual holder has proved that with regard to the real property he has become a rightful heir of the person entered as the proprietor in the Real Estate Register, or in the relevant collection of documents,

2) for lack of a regular Real Estate Register or a collection of documents, no data are available that any other person can present conclusive evidence of having acquired the said right of property.

Art. 2. The State may decline an offer of taking over a real property if it finds it impossible to provide for its economical management.

Art. 3. 1. In return for a real property taken over, the State shall grant to the farmer a pecuniary compensation, as stipulated herein, provided he has reached the age of 40 years, or has become an invalid.

2. Besides the pecuniary compensation, the State shall grant to the farmer:

1) services in kind to which the employees and their families are entitled under the general pensions scheme, provided the farmer has reached a pensionable age (65 years for a man, and 60 — for a woman), or has become an invalid,

2) free of charge, lifelong usufruct of a plot of land up to 1 ha, provided the farmer has reached a pensionable age or has become an invalid,

3) free of charge, lifelong usufruct of a plot of land up to 0.25 ha, if the farmer has neither reached a pensionable age, nor is an invalid, and at the same time he has not got any plot of land allotted to him in connection with his work in a socialized enterprise.

3. An "invalid" as interpreted herein means a person classified as an invalid of group I or II under the general pensions scheme for employees and their families.

4. A farmer can be destituted of the right of usufruct of the plot of land which has been allotted to him in case of its mismanagement, or if he transfers it to a third party for use.

5. The Minister of Agriculture shall issue an order to establish the principles of the plots allotment and their economical management.

Art. 4. 1. The farmer referred to in Art. 1 may keep ownership of the farm buildings which are part of the real property ceded to the State. In such a case the buildings and land are considered separate objects of the right of property.

2. Upon the farmer's death, the buildings considered an object of the right of property separate from that of land pass to the State, unless they have been previously sold by the farmer.

3. If the buildings being a part of the real property (having been, or being ceded) are indispensable for the proper management of the said real property, the State — with the farmer's consent — can take over such buildings.

In return the farmer shall be granted by the State:

1) free of charge, lifelong use of the farming and habitable accommodation either in the buildings ceded or elsewhere, corresponding to his needs,

2) an adequate pecuniary compensation, the amount and payment of which shall be determined by an order issued by the Council of Ministers.

4. In case the farmer intends to sell the buildings which are considered an object of the right of property separate from that of land (par. 1), the State has pre-emption at a price corresponding to the assessment for the insurance purposes adopted by the National Insurance Company. The Council of Ministers shall issue an order to set up the pre-emption procedure.

Art. 5. 1. The farmer who has reached a pensionable age at the time of ceding his real property to the State is — in return — entitled to a lifelong monthly pension amounting to:

1) zl 800, if the area of the landed property ceded is 5 to 6 standard hâ of arable land,

2) zl 900, if the area of the landed property ceded is more than 6 and up to 7 standard ha of arable land,

3) zl 1,000, if the area of the landed property ceded is more than 7 and up to 8 standard ha of arable land,

4) zl 1,100, if the area of the landed property ceded is more than 8 and up to 10 standard ha of arable land,

5) zl 1,200, if the area of the landed property ceded is more than 10 standard ha of arable land.

2. The Council of Ministers shall issue an order to determine:

1) the amount of a monthly pension when the area of the real property ceded is less than 5 standard ha of arable land;

2) the principles of fixing the amount of a monthly pension when a farmer transfers immovables which are parts of several agricultural holdings.

3. The amount of the pension defined in par. 1 may be reduced by zl 100 to 500, if the farmer has sold a part of his real property after the present Act has come into force, the area of the real property before the sale of its part exceeding 10 ha of arable land. The reduction principles will be laid down by the Council of Ministers in an order.

4. In case the farmer obtains wages in connection with his employment, or has any other income, the payment of his pension, specified in par. 1, is continued.

5. The Council of Ministers may specify cases in which full pensions may be granted according to par. 1, before a pensionable age has been reached.

Art. 6. 1. The farmer mentioned in Art. 5 shall be entitled to a monthly supplement to his pension amounting to zl 200, if he resigns the usufruct of his plot of land or has been destituted thereof.

2. The monthly supplement specified in par. 1 depends upon the size of the plot, assuming that it is zł 200 per 1 ha.

Art. 7. 1. The farmer is entitled to monthly compensation amounting from $\frac{1}{6}$ to $\frac{1}{4}$ of the pension specified in Art. 5, provided he has attained the age of 40 years, but has not reached a pensionable age, and he is not an invalid.

2. The farmer is entitled to a monthly compensation amounting from $\frac{1}{5}$ to $\frac{1}{3}$ of the pension specified in Art. 5, provided he has attained the age of 40 years but has not reached a pensionable age (Art. 3) and is not an invalid, if he takes a job at a State farm.

3. The farmer who at the time of ceding his real property to the State has not reached the age of 40 years, and is not an invalid, shall be entitled to a monthly compensation specified in par. 1 or par. 2 when he has attained the age of 40 years.

4. The Council of Ministers shall issue an order stating detailed provisions of determining the amounts of pecuniary compensation due to farmers pursuant to par. 1, 2, and 3.

Art. 8. 1. In case of the farmer having liabilities to the State connected with the real estate ceded to the State, the area of arable land expressed in standard ha (Art. 5) shall be reduced by such a part of it which is equivalent to the amount of debt owed by the farmer to the State. As a result the said liabilities extinguish.

2. When the fertility of the soil has deteriorated because^ the owner has neglected necessary farming operations, the area of arable land expressed in standard ha shall be reduced by such a part of it which is equivalent to what is required to restore the soil its productive power. The degree to which the fertility of the soil has deteriorated shall be assessed by experts.

3. The Council of Ministers may specify by an order particular cases, in which the departure from the rule established in par. 1 and 2 will be allowed.

4. The Minister of Agriculture shall issue an order to determine:

1) the principles of calculating the area of arable land in standard ha, and the principles of fixing the price of a standard ha, taking into account the prices quoted in the regulations regarding the sale of State-owned agricultural holdings,

2) the principles of assessing the cost of restoring the fertility of the soil.

Art. 9. 1. When the real estate taken over by the State is a joint property:

1) each co-owner is given such a part of the pecuniary compensation — including any supplements — due to the owner, which is proportional to his share in the joint property, making allowance for his age and his working ability,

2) all the co-owners who managed a given agricultural holding, or lived thereon, are allotted — for free of charge, lifelong usufruct — a plot of land:

a) of the area of 1 ha, provided one of the co-owners has reached a pensionable age or has become an invalid described in Art. 3 prior to ceding the real estate to the State,

b) of the area of 0.25 ha in other cases.

3) individual co-owners are entitled to services in kind specified in Art. 3.2.1, if their quota in the joint property corresponds to not less than 5 ha of land, provided they have reached a pensionable age or have become invalids.

2. In case of the allotment of a plot of land covering an area exceeding

0.25 ha for free of charge usufruct by the co-owners, this area is proportionally reduced upon the death of a co-owner who has reached a pensionable age or has become an invalid.

Art. 10. 1. If the State takes over a real estate which either constitutes co-ownership of husband and wife, or a joint property by law, or a separate object of the right of property enjoyed by one of the spouses, each spouse is entitled to half a pecuniary compensation plus supplements.

2. Upon the death of a spouse, the surviving spouse shall be given a lifelong pecuniary compensation, including supplements, reduced by 25 per cent. The said spouse is also entitled to free of charge lifelong usufruct of a plot of land, as stipulated in Art. 3, and the right to keep ownership of buildings, as stipulated in Art. 4.

Art. 11. The pension paid for a real property ceded, as specified in Art. 5.1, is augmented by an amount equal to 25 per cent of the pension in virtue of a medal or an honorary title awarded to the farmer or his wife, as stipulated in the regulations on general pensions scheme for employees and their families. However, this right ceases with the death of the spouse who had a medal or an honorary title.

Art. 12. 1. The farmer who has ceded to the State all his landed property (with or without buildings) and has been employed on a contractual basis in a socialized enterprise or in a workshop for not less than two years after ceding the said landed property, shall have his time of work in agriculture, after reaching the age of 16 years, included into the employment period taken as a basis for granting an employee's pension under the general pensions scheme for employees and their families.

2. The basis by reference to which the employee's pension is calculated shall be increased for the farmer specified in par. 1 by the amount of a monthly pecuniary compensation granted conformably to Art. 7 for taking over a real property by the State. However, if the amount of the pensions thus calculated is lower than the pension calculated according to Art. 5, the pension in virtue of the employment shall be fixed in accordance with the latter regulation.

3. Provisions in paragraph 1 and 2 do not apply to farmers specified in Art. 5, and to co-owners whose quota in the joint landed property ceded to the State is below 5 ha. This does not apply to cases specified in Art. 10.

4. The farmer who was receiving a pecuniary compensation (Art. 5 and 7) for the landed property ceded to the State, loses the right to receive such a compensation when he is given a pension in virtue of his employment.

5. The Council of Ministers shall determine the right of the farmer who cedes his landed property to the State after he has been granted a pension in virtue of his employment.

Art. 13. At the farmer's request, the State can take over a part of the landed property but the area of this part should be not less than 5 ha of arable land.

Art. 14. 1. In return for the ceded part of the landed property, the farmer is entitled to an equivalent in the form of monthly remittances — corresponding to 50 per cent of the amounts quoted in Art. 5 — to his account at the Agricultural Bank. The remittances are stopped upon the farmer's death.

2. The total amount of remittances cannot exceed the amount to be fixed by the Council of Ministers.

3. The means deposited at his bank account — after meeting any liabilities on behalf of socialized enterprises — can be used by the farmer or his rightful heirs exclusively for capital expenditure.

Art. 15. The farmer who has been allotted a plot of land in lifelong usufruct is free from any charges therefrom on behalf of the State.

Art. 16. The State takes over real properties free from liabilities, except for servitudes which are considered indispensable, and any incumbrances following from regulations.

Art. 17. 1. The Council of Ministers may — by an order —

1) increase the rates of lifelong pecuniary compensations,
2) specify particular cases in which all the immovables being part of a real property covering an area below 5 ha of arable land can be taken by the State, and the amounts of compensation involved, referred to in Art. 3.

3) specify cases in which members of the family of the farmers described in Art. 5 and 7, will be entitled to a family pension and the right of usufruct of buildings.

2. The Minister of Agriculture shall specify cases in which the whole compensation for the part of landed property taken by the State (Art. 14) may be paid down as a lump sum.

Art. 18. 1. The decisions with regard to taking over real property by the State and maintaining servitudes thereon, the allotment of habitable space and farm buildings, as well as of a plot of land to be given in usufruct to the ex-owner of the landed property ceded, are issued by the competent organ of the praesidium of the district people's council. The said organ also issues decisions regarding the destituting of the usufruct of a plot of land (Art. 3.4).

2. The decision with regard to taking over a landed property by the State determines its area in actual ha and in standard ha, to be taken into account when assessing the right to pecuniary compensations and their amount.

3. The Council of Ministers — in an order — shall empower an organ to assess the right to pecuniary compensations and services in nature in return for landed property ceded to the State, and to pay such compensation and render such services in nature, and shall establish the procedure to be followed when issuing decisions on taking over real property and when assessing the right to compensations.

Art. 19. 1. The final decision on the taking over of the real estate by the State is a basis for a corresponding entry in the relevant Real Property Register, and for founding a Real Estate Register for the buildings which constitute a separate object of the right of property (Art. 4).

2. Provisions in paragraph 1 apply respectively to the deposit of copies of the decision on taking over a given real estate in the relevant collection of documents, for lack of a regular Real Estate Register.

3. The request to make an entry in the Real Estate Register or to deposit copies of the decision in the relevant collection of documents is put forward by the competent agricultural organ which has issued the decision to take over the real estate.

4. Request and entries based thereon are exempt from court-fees.

Art. 20. 1. In the Taking — over of Certain Real Estates in Order to Bring Land under Cultivation or to Cede the Right of Property to the State, and Pensions for Ex-owners of Such Real Estates Act (June 28, 1962; Journal of Laws No. 38, item 166) the following amendments are made:

1) the title of the Act shall read: "The Taking-over of the Right of Property by the State for Over-due Payments,"

2) section I shall be cancelled,

3) Art. 36 shall read: "Art. 36.1. The land is evaluated according to the regulations re. prices at which State-owned landed property is sold, taking into account par. 2 and 3. 2. If the amount due for land previously allotted pursuant to the regulations on the agrarian reform and settlement has not been fully paid, its value shall be established following the principles of land allotment laid down in those regulations. 3. If the amount due for land previously allotted according to the regulations on the agrarian reform and settlement has been fully paid, the real estate will be evaluated following the principles laid down in par. 1. If only part of the amount due has been paid, its proportion to the whole amount due will be established, and this part of the land which has been paid for shall be evaluated according to the principles laid down in par. 1. whereas to the remaining part the principles laid down in par. 2 shall be applied.

4. Provisions in paragraph 2 do not apply to real estates received as equivalent to real estates abandoned beyond the State territory, or real estates expropriated or converted into State property. 5. The buildings shall be evaluated according to the assessment principles adopted for insurance purposes by the National Insurance Company. However, when such buildings are part of the real estates specified in par. 2, their value shall be assessed following the principles laid down in par. 2 and 3."

4) Art. 37 shall be cancelled.

2. The Minister of Finances is authorized to promulgate a consolidating statute with reference to the Act cited in par. 1, incorporating the preceding amendments, and introducing successive numbers of articles and paragraphs.

3. The Act of June 28, 1962 in its previous reading shall remain in force with regard to the cases in which real estates have been taken to bring land under cultivation, or to cede the right of property to the State before the present Act coming into force.

Art. 21. The present Act comes into force on the day of its promulgation.

ADRESSE DE LA RÉDACTION

INSTYTUT NAUK PRAWNYCH POLSKIEJ AKADEMII NAUK
Warszawa — Pałac Staszica
Nowy Świat 72

*

WARUNKI PRENUMERATY

Przedpłaty na prenumeratę przyjmowane są do 10 grudnia na rok następny.

Cena jednej prenumeraty rocznej za 4 zeszyty wynosi zł 120,—

Przedpłaty na prenumeratę krajową dla czytelników indywidualnych przyjmują urzędy pocztowe oraz listonosze.

Czytelnicy indywidualni mogą dokonywać przedpłat również na konto PKO nr 1-6-100020 Centrala Kolportażu Prasy i Wydawnictw RUCH, Warszawa, ul. Towarowa 28, lub na konto PKO-Warszawa nr 1-6-100312 Ośrodek Rozpowszechniania Wydawnictw Naukowych — PAN, Warszawa, Pałac Kultury i Nauki.

Wszystkie instytucje państwowe i społeczne mogą zamawiać prenumeratę za pośrednictwem Oddziałów i Delegatur RUCH, znajdujących się we wszystkich miastach powiatowych i wojewódzkich oraz w Ośrodku Rozpowszechniania Wydawnictw Naukowych — PAN, Pałac Kultury i Nauki.

Prenumeratę ze zleceniem wysyłki za granicę, która jest o 40% droższa od krajowej, przyjmuje wyłącznie Biuro Kolportażu Wydawnictw Zagranicznych RUCH, Warszawa, ul. Wronia 23, konto PKO nr 1-6-100024, tel. 20-46-88.

Egzemplarze pojedyncze z produkcji bieżącej i dawnej nabywać można w KSIĘGARNI OSSOLINEUM, Wrocław, Rynek 8, w OŚRODKU ROZPOWSZECHNIANIA WYDAWNICTW NAUKOWYCH — PAN, Warszawa, Pałac Kultury i Nauki oraz w KSIĘGARNI NAUKOWEJ im. BOLESŁAWA PRUSA, Warszawa, Krakowskie Przedmieście nr 7.

Pour commande à l'étranger s'adresser à la Centrale du Commerce Extérieur «ARS POLON A», Warszawa, Krakowskie Przedmieście nr 7.